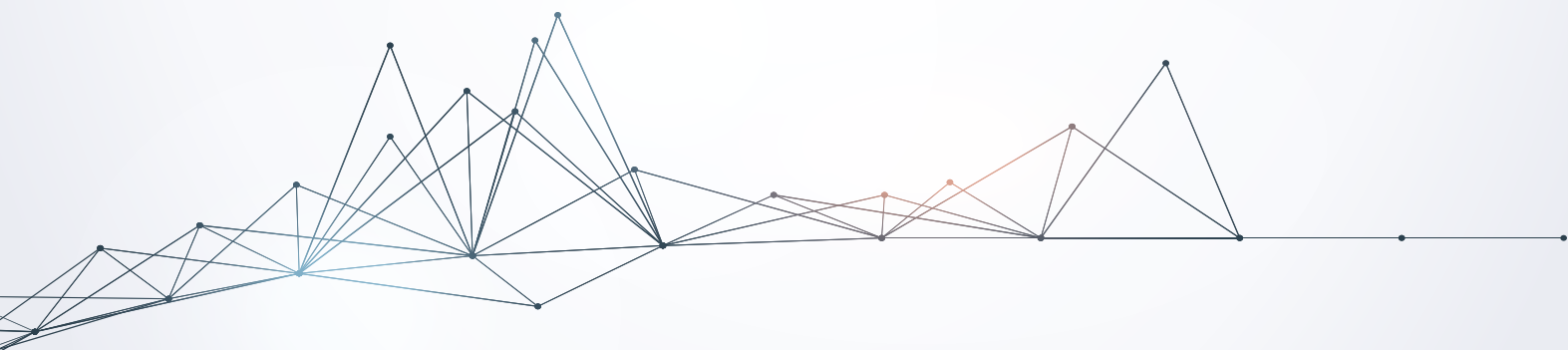




INDICES D'ATTRACTIVITÉ ET DE STABILITÉ EN AFRIQUE DE L'INSTITUT AMADEUS



ÉDITION
2024

INDICES D'ATTRACTIVITÉ ET DE STABILITÉ EN AFRIQUE DE L'INSTITUT AMADEUS

ÉDITION 2024

SOMMAIRE

Avant-Propos	6	2- Analyse des variations entre 2023 et 2024	35
I- Présentation des Indices d'Attractivité et de Stabilité en Afrique de l'Institut Amadeus	7	a. Progressions notables	
II- L'Indice d'Attractivité en Afrique 2024	10	b. Régressions marquantes	
- Classements par groupes d'indicateurs et composantes de l'Indice d'Attractivité	12	c. Stabilité au sommet du classement	
- Indice Global d'Attractivité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus	15	3- Tendances globales et enseignements	36
- Classement et notation par pays et par composantes de l'Indice d'Attractivité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus	17	IV- Focus Pays	38
1- Analyse des résultats 2024	19	V- Conclusion et perspective d'avenir	50
a. Classement global et analyse des pays du «Top 10»		Annexes	52
b. Performances notables et variations par composante		Méthodologie	60
2- Analyse des variations entre 2023 et 2024 (21)	21	Le Comité Scientifique	65
a. Top Performers			
b. Pays en hausse			
c. Pays en recul			
d. Pays avec de légères variations			
e. Analyse des tendances globales de l'Indice d'Attractivité 2024			
3- Enseignements liés à l'attractivité en Afrique en 2024	23		
III- L'Indice de Stabilité en Afrique 2024	24		
Indice Global de Stabilité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus	29		
Classement et notation par pays et par composantes de l'Indice de Stabilité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus	31		
1- Analyse des résultats 2024	33		
a. Lecture globale			
b. Analyse détaillée			

AVANT-PROPOS

L'édition 2024 des Indices de Stabilité et d'Attractivité en Afrique de l'Institut Amadeus s'inscrit dans une vision intégrée et complémentaire des dynamiques africaines actuelles. Cette approche souligne une réalité de plus en plus palpable : la stabilité politique et la qualité de la gouvernance sont des moteurs incontournables d'attractivité économique. Dans un contexte mondial marqué par des incertitudes géopolitiques et des changements climatiques accélérés, ces indices constituent un outil précieux pour appréhender les performances et les perspectives des pays africains, comparés entre eux, à travers un prisme qui associe résilience et potentiel de développement.

Les résultats 2024 montrent que la capacité d'un pays à attirer des investissements dépend étroitement de la solidité de ses institutions, de sa sécurité et de sa gouvernance. Des pays comme le Maroc, Maurice et le Cap-Vert incarnent parfaitement ce lien, avec des performances élevées sur les deux indices grâce à des politiques structurées et des environnements réglementaires stables. Cette double réussite atteste que la stabilité et la transparence favorisent une croissance durable et un climat des affaires propice.

Toutefois, des défis persistent dans certaines régions où l'instabilité freine le potentiel économique. Les tensions, les crises politiques et la volatilité des prix mondiaux des ressources naturelles exercent une pression sur plusieurs pays, impactant leur attractivité et limitant leurs perspectives de croissance.

À travers une analyse exhaustive des sous-indicateurs et des tendances actuelles, l'Institut Amadeus offre une vision stratégique qui permet aux décideurs de mieux anticiper les risques et de saisir les opportunités. Les Indices d'Attractivité et de Stabilité 2024 confirment ainsi, et sans doute plus que jamais, l'interdépendance de ces deux dimensions pour le développement inclusif et pérenne de l'Afrique, la mise en œuvre de réformes structurelles efficaces et la consolidation des bases d'une prospérité partagée sur les plans continental, régional et national.

I- Présentation des Indices d'Attractivité et de Stabilité en Afrique de l'Institut Amadeus

Depuis 2012, l'Institut Amadeus, en partenariat avec Casablanca Finance City Authority (CFCA), publie deux indices de référence pour évaluer les environnements économiques et politiques des pays africains : l'Indice d'Attractivité et l'Indice de Stabilité en Afrique. Ces indices analysent plus de 70 sous-indicateurs pour offrir aux décideurs, investisseurs et observateurs une vision claire et actualisée des performances et des vulnérabilités des nations africaines, intégrant les évolutions géopolitiques et économiques récentes. Ils permettent ainsi de mieux comprendre les dynamiques du continent, tout en identifiant les opportunités et les risques inhérents aux marchés africains.

L'Indice d'Attractivité en Afrique

L'Indice d'Attractivité en Afrique¹ est conçu pour guider les investisseurs en identifiant les pays les plus propices à une implantation économique durable. Structuré autour de trois piliers, il capture les facteurs essentiels pour évaluer la compétitivité et le potentiel de croissance des économies africaines :

1. Potentiel et dynamique du Marché (30 % de l'Indice) : Ce groupe de composantes examine la taille et la croissance des marchés, leur diversification et leur ouverture aux échanges internationaux ;

2. Qualité de la régulation et environnement des Affaires (35 % de l'Indice) : Évaluant les infrastructures, la logistique, la justice commerciale et l'inclusion économique, ce groupe d'indicateurs mesure la qualité du climat des affaires, essentielle pour une compétitivité durable ;

3. Qualité des facteurs productifs (35 % de l'Indice) : Ce pilier s'attache à la qualité des ressources humaines et financières, incluant l'accès aux financements, la performance des banques et la productivité du travail, éléments clés pour la croissance économique à long terme.

¹ Voir la Méthodologie, les Groupes, Sous-groupes d'Indicateurs et Pondération de l'Indice d'Attractivité en Annexe

L'Indice de Stabilité en Afrique

L'Indice de Stabilité en Afrique² s'adresse aux acteurs économiques et politiques souhaitant évaluer le niveau de résilience et de sécurité des nations africaines. Sa méthodologie repose sur trois composantes fondamentales :

1. Sociologie de l'État, contrôle de la violence et Sécurité (35 % de l'Indice) :

Ce volet analyse la capacité de l'État à maîtriser les tensions internes et externes et à assurer la sécurité publique, en tenant compte de la légitimité des institutions et de la pacification des rapports politiques.

2. Résilience aux vulnérabilités sociales et environnementales (35 % de l'Indice)

: Il s'agit d'évaluer la gestion des défis sociaux et environnementaux, comme l'emploi, le stress hydrique et les infrastructures de base, dans un contexte d'urbanisation rapide et de changements climatiques.

3. Résilience de l'État (30 % de l'Indice) : Cette composante mesure la capacité de l'État à surmonter les chocs externes, la soutenabilité de la dette publique et la diversification économique, des éléments essentiels pour assurer la stabilité et la croissance à long terme.

Des outils concrets pour mieux appréhender les opportunités et les défis des pays africains

Ces deux indices permettent aux investisseurs, institutions internationales et décideurs d'identifier les pays les plus prometteurs en matière d'attractivité économique et de stabilité politique, deux aspects essentiels pour une implantation réussie et durable sur le continent. A travers une méthodologie intégrant le potentiel de marché, la qualité de la régulation, la solidité des infrastructures et la résilience des États face aux crises, les indices de l'Institut Amadeus offrent une vision consolidée des conditions d'investissement en Afrique, actualisée pour refléter l'évolution rapide des contextes nationaux.

En mesurant la compétitivité et la stabilité des pays africains, ces deux indices permettent non seulement d'identifier les nations les plus attractives et résilientes, mais aussi de mettre en lumière les domaines nécessitant des réformes pour renforcer leur potentiel. Grâce à une mise à jour continue des données, ils offrent une vision dynamique du continent, permettant aux investisseurs de mieux appréhender le risque pays et d'anticiper les évolutions des marchés.

Les Indices d'Attractivité et de Stabilité en Afrique témoignent de l'engagement de l'Institut Amadeus à promouvoir l'émergence des économies africaines et l'investissement, renforçant ainsi la confiance des acteurs internationaux et encourageant le développement équilibré et inclusif du continent.

² Voir la Méthodologie, les Groupes, Sous-groupes d'Indicateurs et Pondération de l'Indice de Stabilité en Annexe

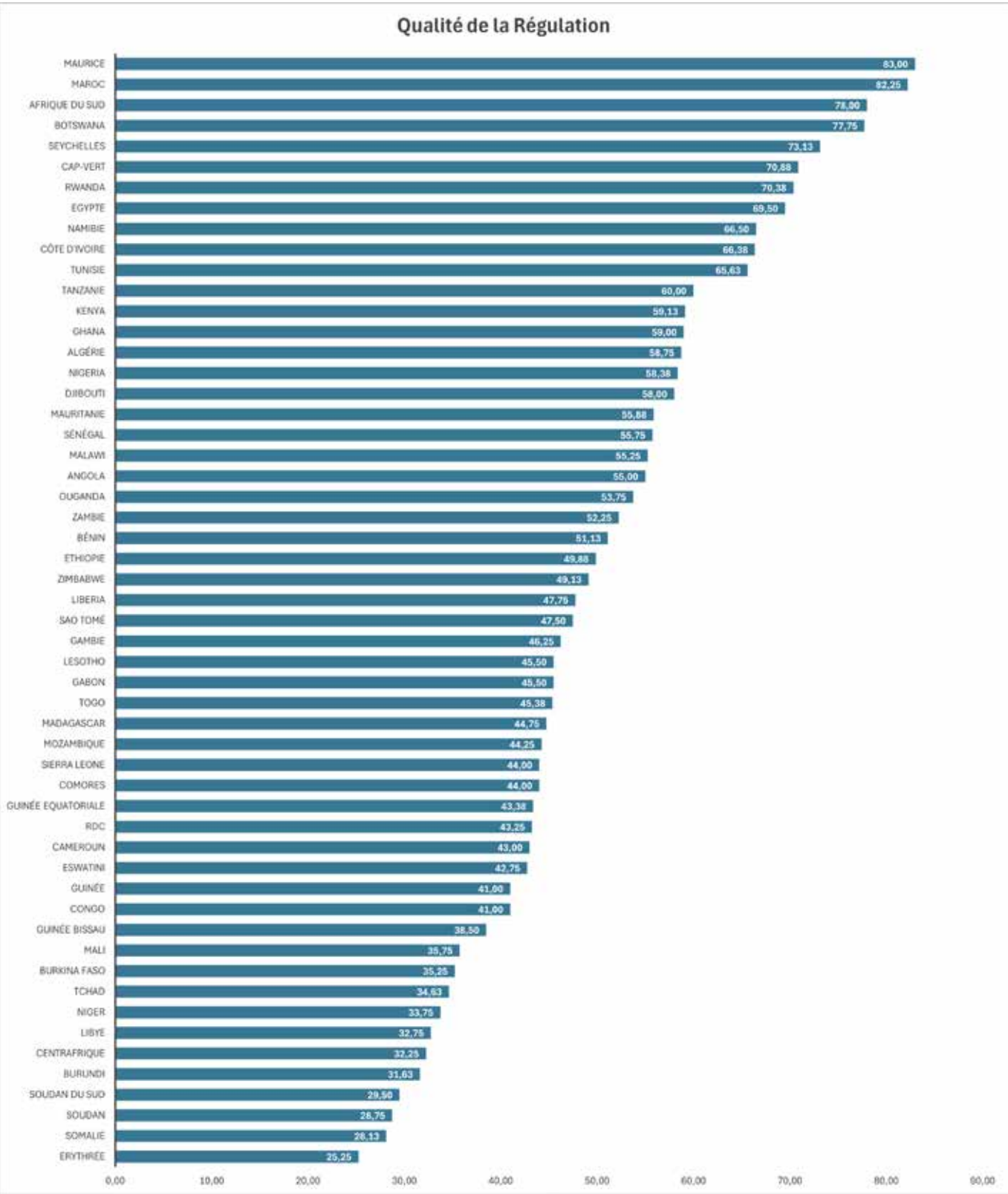
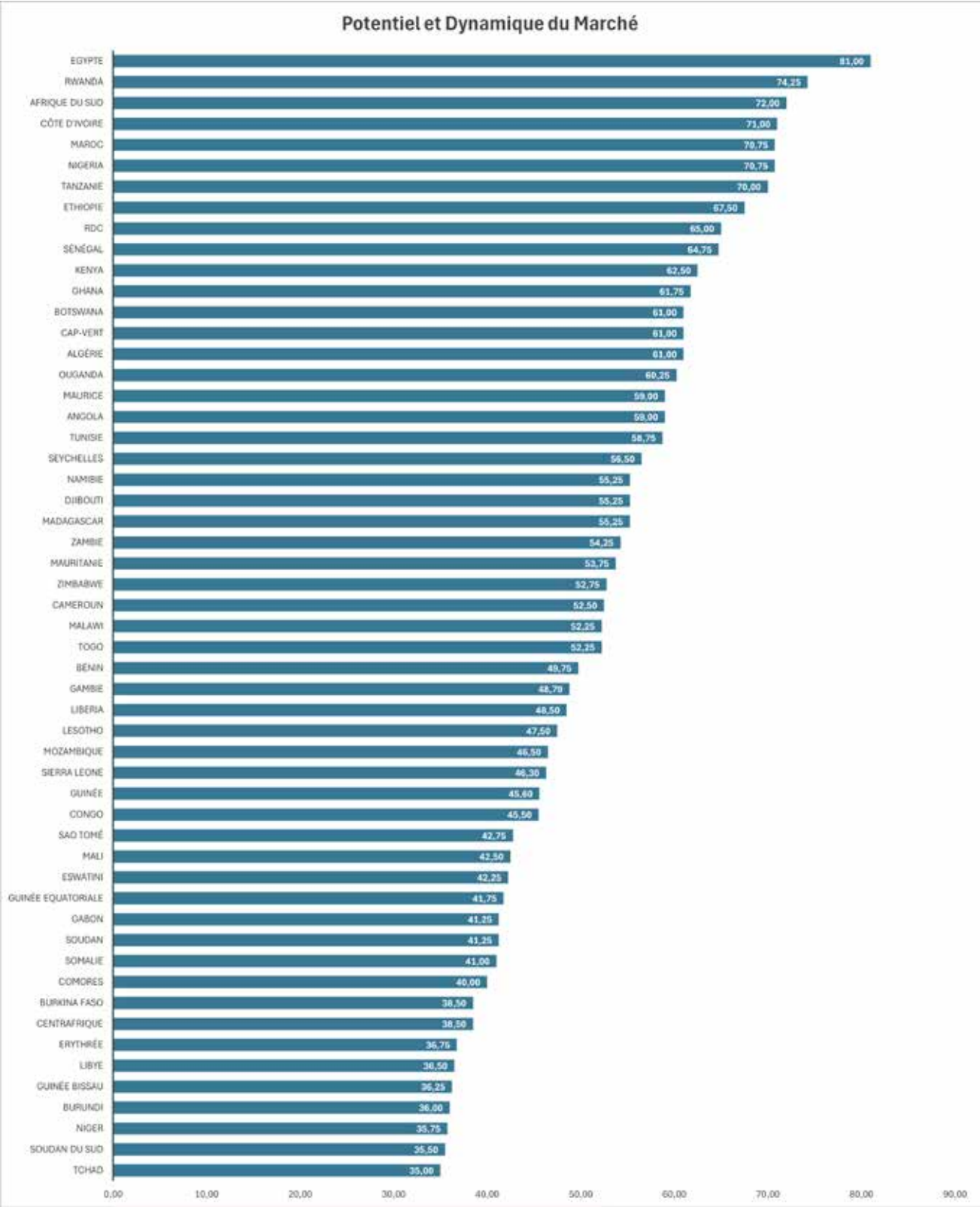
L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ



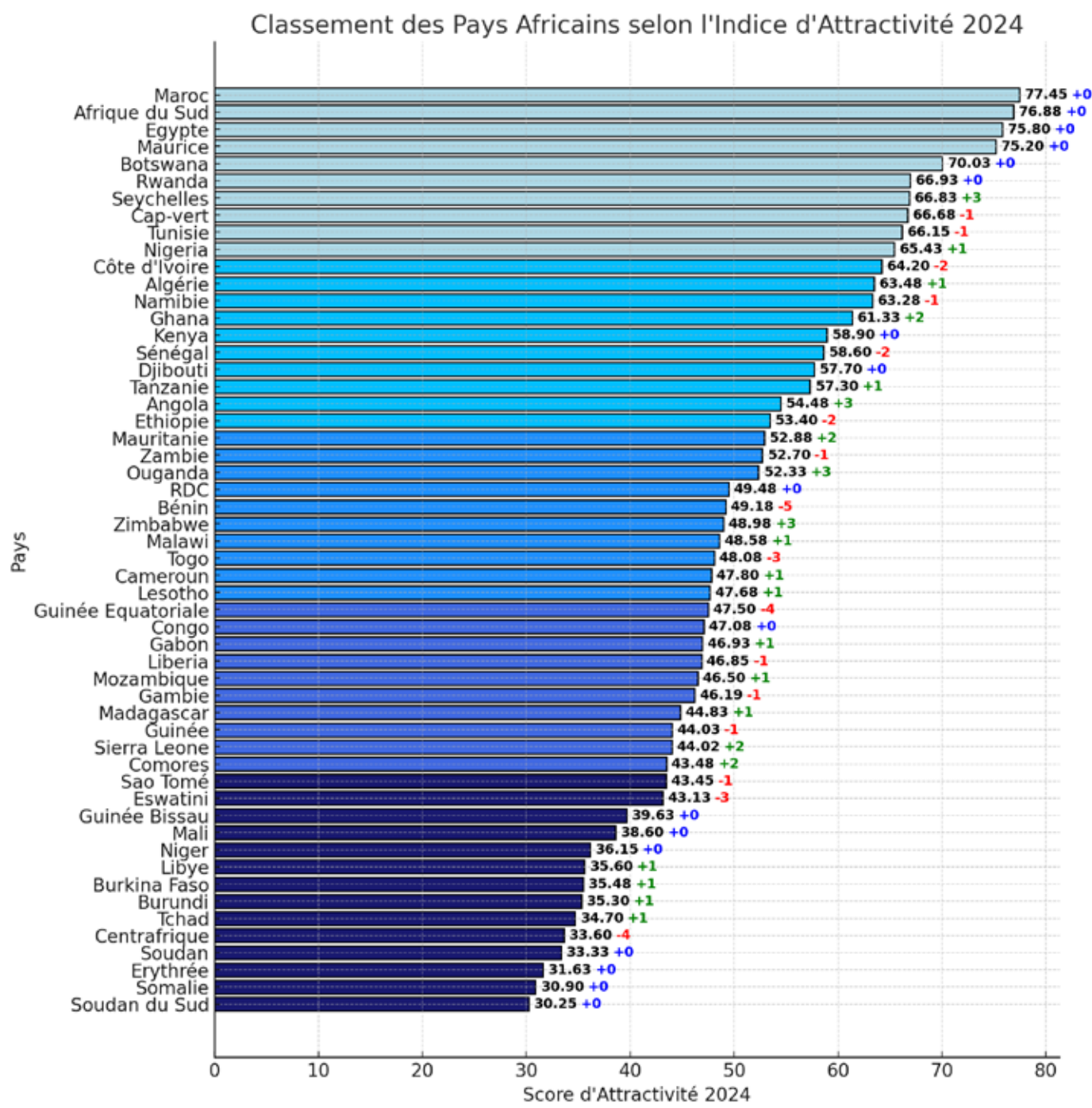
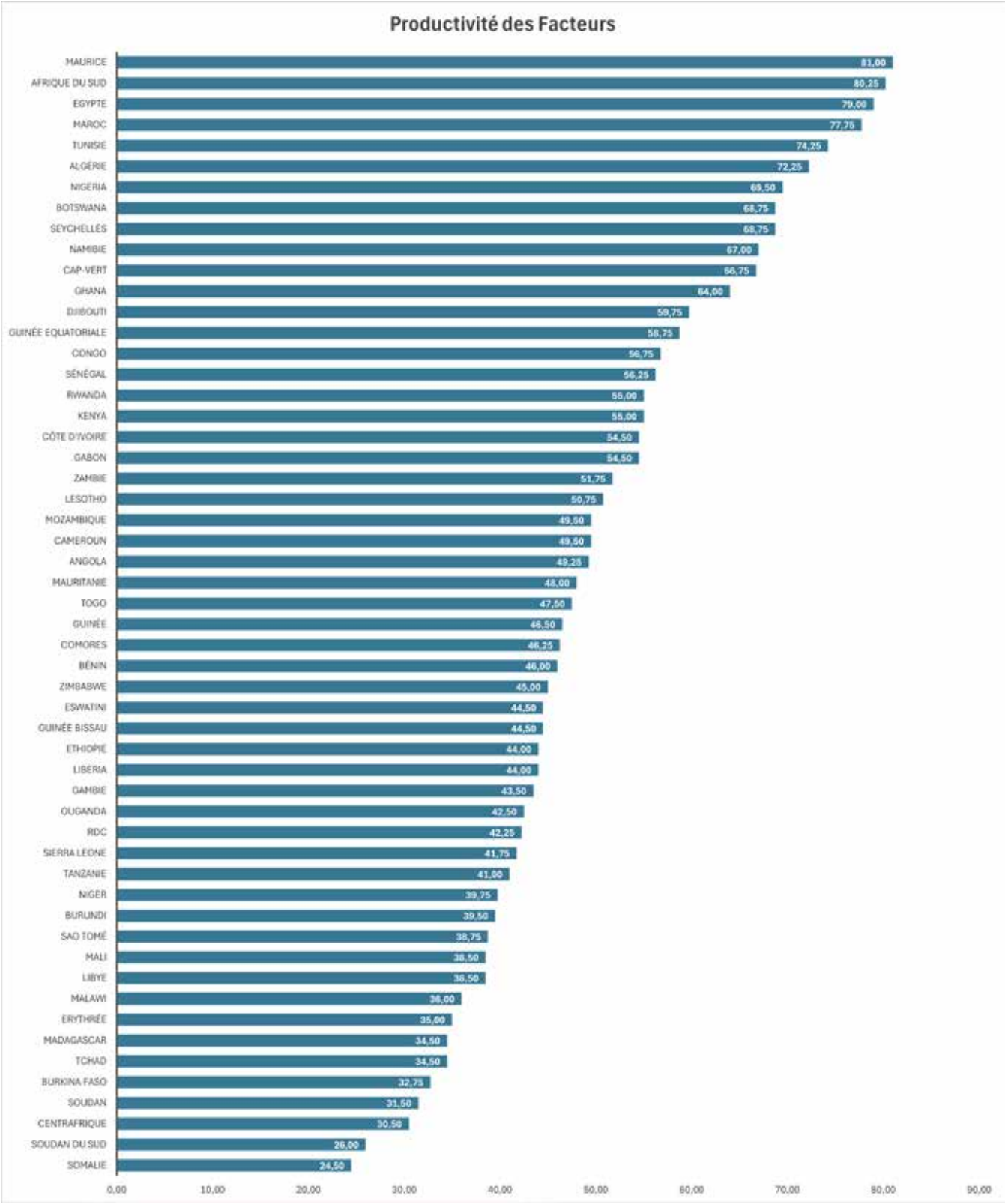
II – L’Indice d’Attractivité en Afrique 2024

En 2024, le continent africain continue de connaître des dynamiques contrastées. Tandis que certains pays renforcent leur attractivité grâce à des réformes économiques et des investissements stratégiques, d’autres font face à des défis majeurs, amplifiés par des tensions géopolitiques et des crises climatiques qui mettent à l’épreuve leur résilience et leur stabilité.

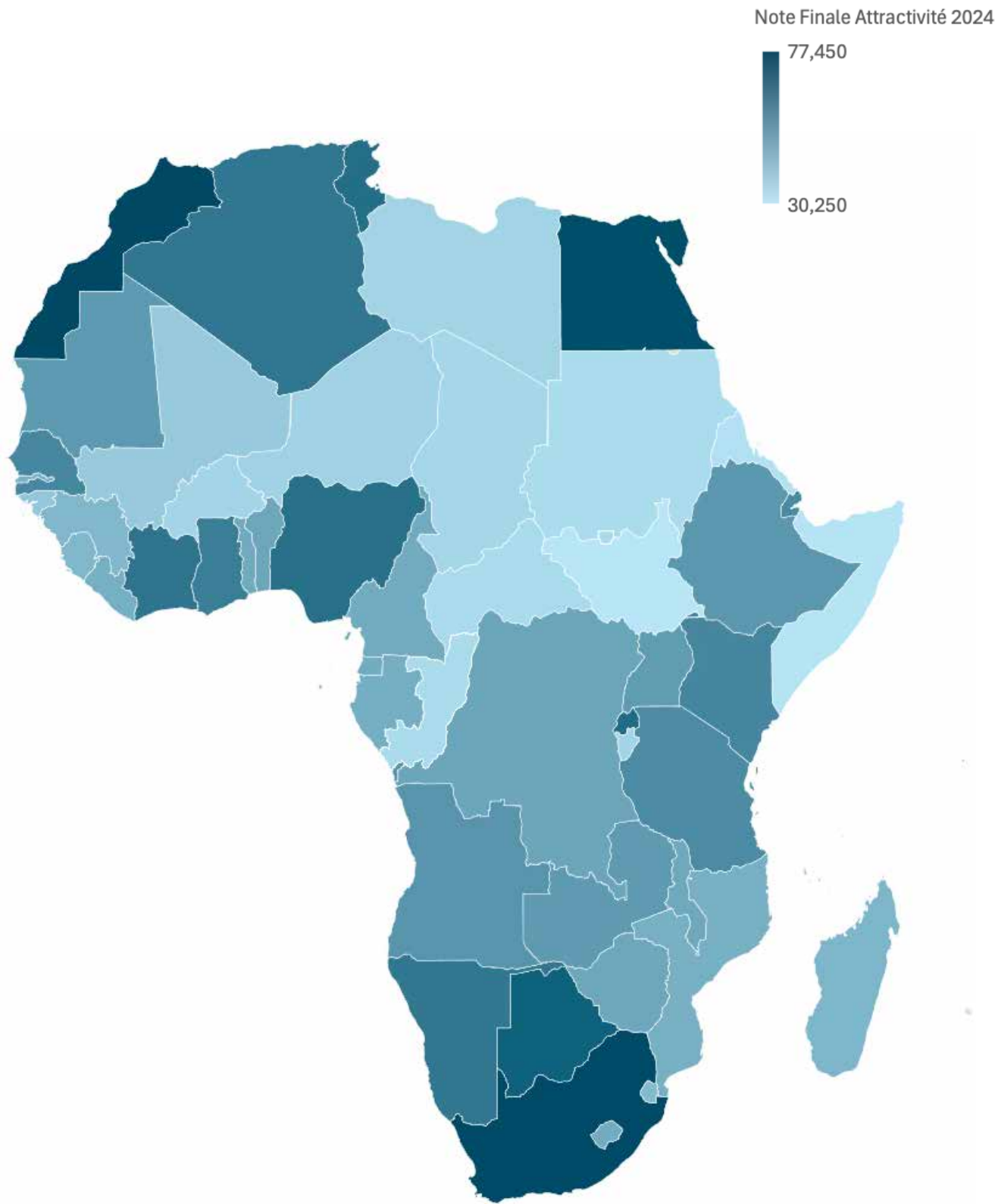
Classements par groupes d’indicateurs et composantes de l’Indice d’Attractivité



Indice Global d'Attractivité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus



Classement et notation par pays et par composantes de l'Indice d'Attractivité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus



Rang	Pays	Note finale Attractivité 2024	Potentiel et dynamique du Marché	Qualité de la Régulation	Productivité des Facteurs
1	Maroc	77,45	70,75	82,25	77,75
2	Afrique du Sud	76,88	72,00	78,00	80,25
3	Egypte	75,80	81,00	69,50	79,00
4	Maurice	75,20	59,00	83,00	81,00
5	Botswana	70,03	61,00	77,75	68,75
6	Rwanda	66,93	74,25	70,38	55,00
7	Seychelles	66,83	56,50	73,13	68,75
8	Cap-Vert	66,68	61,00	70,88	66,75
9	Tunisie	66,15	58,75	65,63	74,25
10	Nigeria	65,43	70,75	58,38	69,50
11	Côte d'Ivoire	64,20	71,00	66,38	54,50
12	Algérie	63,48	61,00	58,75	72,25
13	Namibie	63,28	55,25	66,50	67,00
14	Ghana	61,33	61,75	59,00	64,00
15	Kenya	58,90	62,50	59,13	55,00
16	Sénégal	58,60	64,75	55,75	56,25
17	Djibouti	57,70	55,25	58,00	59,75
18	Tanzanie	57,30	70,00	60,00	41,00
19	Angola	54,48	59,00	55,00	49,25
20	Ethiopie	53,40	67,50	49,88	44,00
21	Mauritanie	52,88	53,75	55,88	48,00
22	Zambie	52,70	54,25	52,25	51,75
23	Ouganda	52,33	60,25	53,75	42,50
24	RDC	49,48	65,00	43,25	42,25
25	Bénin	49,18	49,75	51,13	46,00
26	Zimbabwe	48,98	52,75	49,13	45,00
27	Malawi	48,58	52,25	55,25	36,00
28	Togo	48,08	52,25	45,38	47,50
29	Cameroun	47,80	52,50	43,00	49,50
30	Lesotho	47,68	47,50	45,50	50,75
31	Guinée Equatoriale	47,50	41,75	43,38	58,75
32	Congo	47,08	45,50	41,00	56,75

33	Gabon	46,93	41,25	45,50	54,50
34	Liberia	46,85	48,50	47,75	44,00
35	Mozambique	46,50	46,50	44,25	49,50
36	Gambie	46,19	48,79	46,25	43,50
37	Madagascar	44,83	55,25	44,75	34,50
38	Guinée	44,03	45,60	41,00	46,50
39	Sierra Leone	44,02	46,30	44,00	41,75
40	Comores	43,48	40,00	44,00	46,25
41	Sao Tomé	43,45	42,75	47,50	38,75
42	Eswatini	43,13	42,25	42,75	44,50
43	Guinée-Bis-sau	39,63	36,25	38,50	44,50
44	Mali	38,60	42,50	35,75	38,50
45	Niger	36,15	35,75	33,75	39,75
46	Libye	35,60	36,50	32,75	38,50
47	Burkina Faso	35,48	38,50	35,25	32,75
48	Burundi	35,30	36,00	31,63	39,50
49	Tchad	34,70	35,00	34,63	34,50
50	Centrafrique	33,60	38,50	32,25	30,50
51	Soudan	33,33	41,25	28,75	31,50
52	Erythrée	31,63	36,75	25,25	35,00
53	Somalie	30,90	41,00	28,13	24,50
54	Soudan du Sud	30,25	35,50	29,50	26,00

1- Analyse des résultats 2024 :

L'Indice d'Attractivité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus offre une vue d'ensemble des performances des pays africains en matière d'attractivité économique. En analysant les résultats sous l'angle des différents groupes de composantes – « Potentiel et dynamique du marché », « Qualité de la régulation et environnement des affaires », et « Qualité des facteurs productifs » – nous pouvons mieux comprendre les atouts et les défis de chaque pays et identifier les tendances sous-jacentes influençant leur classement général.

a) Classement global et analyse des pays du « Top 10 »

Le « Top 10 » est dominé par des économies stables et dynamiques avec des environnements des affaires solides, bien que les composantes spécifiques varient selon les pays.

- **Maroc (Note globale 77,45) :** En tête pour la troisième année consécutive, le Maroc affiche une performance particulièrement forte dans la « Qualité de la Régulation » (82,25), indiquant un environnement favorable aux affaires, soutenu par des infrastructures de qualité et une politique de soutien à l'entrepreneuriat. Sa note élevée en matière de « Productivité des Facteurs » (77,75) souligne l'importance de ses ressources humaines qualifiées et son système financier bien développé.

- **Afrique du Sud (Note globale 76,88) :** L'Afrique du Sud se distingue par sa « Productivité des Facteurs » (80,25), grâce à un secteur industriel avancé et une base de talents solide. Cependant, son « Potentiel de Marché » légèrement inférieur au Maroc (72,00) et une « Qualité de la Régulation » moins robuste (78,00) reflètent des défis persistants en termes de gouvernance et d'infrastructures.

- **Égypte (Note globale 75,80) :** La force de l'Égypte réside dans son « Potentiel de Marché » élevé (81,00), indiquant une demande locale croissante et une capacité d'attraction des investissements étrangers. Cependant, sa « Qualité de la Régulation » (69,50) reste un point faible, ce qui suggère des réformes réglementaires incomplètes malgré les efforts de modernisation économique.

- **Maurice (Note globale 75,20) :** Bien que moins forte en « Potentiel de Marché » (59,00) en raison de sa taille, Maurice compense avec une « Qualité de la Régulation » exceptionnelle (83,00) et une « Productivité des Facteurs » élevée (81,00). Cela met en évidence un cadre réglementaire de haut niveau et un environnement propice aux affaires, faisant de Maurice un modèle de gouvernance pour d'autres économies africaines.

- **Botswana (70,03) :** Le Botswana, avec une note solide en « Qualité de la Régulation » (77,75), se positionne comme une destination stable pour les investisseurs. Cependant, son « Potentiel de Marché » limité (61,00) indique une petite économie, ce qui restreint son attrait global malgré des facteurs productifs compétitifs.

Ces pays du « Top 10 » partagent des caractéristiques communes : une régulation favorable, un potentiel de marché important ou une productivité des facteurs élevée. Ils réussissent à combiner au moins deux des trois composantes à des niveaux compétitifs, renforçant ainsi leur attractivité globale.

b) Performances notables et variations par composante

L'analyse des résultats de l'Indice d'attractivité en Afrique par composante met en lumière des pays qui, bien que ne figurant pas dans le « Top 10 », affichent de bonnes performances dans des domaines spécifiques.

Potentiel et dynamique du Marché

Ce critère est essentiel pour les économies de grande taille ou celles en forte croissance :

- **Égypte** : Leader en potentiel de marché, l'Égypte bénéficie de sa taille et de sa croissance économique soutenue, renforçant ainsi son attractivité pour les investisseurs cherchant à capter une demande locale importante.

- **Tanzanie et Nigeria** : Bien que ne figurant pas dans le top 5, la Tanzanie et le Nigeria possèdent un potentiel de marché important en raison de leur taille démographique et de leurs perspectives de croissance. Le Nigeria continue de grimper dans le classement malgré des défis réglementaires. La taille de son marché en croissance rapide (70,75) attire les investisseurs, mais le pays devra renforcer son environnement réglementaire pour se hisser plus haut dans le classement.

Qualité de la Régulation et environnement des Affaires

Un environnement des affaires stable est essentiel pour attirer des investissements étrangers à long terme :

- **Maurice** : Maurice reste la référence en termes de qualité de la régulation en Afrique. Son cadre réglementaire transparent et favorable aux affaires attire de nombreux investisseurs, malgré un potentiel de marché limité.

- **Maroc** : La qualité de la régulation au Maroc continue de s'améliorer, offrant un environnement commercial stable et prévisible, ce qui en fait un choix privilégié pour les investissements en Afrique du Nord.

- **Rwanda** : Bien que n'étant pas parmi les plus grandes économies, le Rwanda a fait des progrès significatifs dans la création d'un cadre réglementaire propice aux affaires, encourageant ainsi les investissements étrangers.

- **RDC** : Bien que la RDC dispose d'un potentiel de marché élevé (65,00), ses faibles scores en « Qualité de la Régulation » (43,25) et « Productivité des Facteurs » (42,25) continuent de freiner son attractivité. Les problèmes de gouvernance et les défis sécuritaires doivent être abordés pour exploiter pleinement le potentiel de son marché.

Qualité des facteurs productifs

La productivité des facteurs évalue l'efficacité des ressources humaines et financières :

- **Afrique du Sud** : La force de l'Afrique du Sud en termes de qualité des facteurs productifs s'explique par son secteur industriel avancé et la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, ce qui en fait une destination de choix pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre.

- **Maurice et Maroc** : Ces pays affichent une productivité des facteurs élevée, grâce à des systèmes financiers solides et à une main-d'œuvre qualifiée, éléments cruciaux pour attirer les entreprises étrangères.

- **Seychelles (68,75)** : Bien que petite, cette économie insulaire se distingue par une productivité des facteurs élevée, ce qui compense partiellement la faible taille de son marché intérieur.

Sur la base des données du classement de l'indice d'attractivité en Afrique pour 2023 et 2024, voici une analyse des variations des classements, qui met en évidence les principaux facteurs ayant contribué aux changements observés entre ces deux années :

2- Analyse des variations entre 2023 et 2024 :

a) Top Performers :

Maroc (1^{er}), Afrique du Sud (2^{er}), Égypte (3^{er}), Maurice (4^{er}), et Botswana (5^{er}) : Ces pays ont conservé leur position, ce qui montre une stabilité de leur attractivité économique. Le Maroc, en particulier, continue de bénéficier d'un environnement des affaires solide et d'une bonne qualité de régulation. L'Afrique du Sud et l'Égypte, malgré leurs défis internes, demeurent attractifs grâce à leurs marchés vastes et diversifiés. Maurice et le Botswana restent des modèles de gouvernance et de stabilité dans leurs régions respectives.

b) Pays en hausse :

1. **Seychelles (7^{er})** : En gagnant 3 places, les Seychelles se hissent dans le « Top 10 » des pays africains les plus attractifs. Cette progression est attribuée à des améliorations dans leur cadre réglementaire et une stabilité politique accrue, qui renforcent leur attractivité, malgré leur taille de marché relativement petite.

2. **Angola (19^{er}), Ouganda (23^{er}), et Zimbabwe (26^{er})** : Ces pays ont chacun gagné 3 places, ce qui souligne les efforts déployés dans la stabilisation de l'économie, une meilleure régulation, ou des réformes économiques. Pour l'Angola, cette meilleure performance est également liée aux réformes visant à réduire la dépendance au pétrole et à diversifier l'économie.

3. **Ghana (14^{er}) et Liberia (34^{er})** : Avec une hausse de 2 places, le Ghana et le Liberia bénéficient de politiques économiques favorables et d'améliorations dans la qualité de la régulation. Le Ghana en particulier continue d'être reconnu pour son environnement d'affaires relativement stable en Afrique de l'Ouest.

4. **Mauritanie (21^{er}) et Sierra Leone (39^{er})** : La Mauritanie a progressé de 2 places grâce à des efforts de stabilisation politique et économique, en plus de perspectives favorables liées à l'exploitation de gisements d'hydrocarbures. La Sierra Leone quant à elle bénéficie d'une légère amélioration de la régulation, ce qui renforce sa position dans le classement.

c) Pays en recul

1. **Bénin (25^e) et Soudan (51^e)** : Le Bénin, en recul de 5 places, et le Soudan, en recul de 5 places également, montrent des signes de dégradation de leur attractivité. Cela peut être attribué aux tensions politiques s'agissant du Soudan ou à des incertitudes économiques s'agissant du Bénin, malgré sa présence parmi la première partie des pays africains les plus attractifs, réduisant ainsi la perception de leur stabilité auprès des investisseurs.

2. **Guinée Équatoriale (31^e) et Eswatini (42^e)** : Ces pays ont chacun perdu 4 places. En Guinée Équatoriale, la chute s'explique par une régulation insuffisante ou à des difficultés économiques liées à sa dépendance au secteur pétrolier. Pour Eswatini, les défis sociopolitiques et une faible diversification économique justifient ce recul.

3. **Côte d'Ivoire (11^e) et Sénégal (16^e)** : La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont perdu 2 places chacun. Cela pourrait être le résultat de tensions sociopolitiques et au changement de leadership, particulièrement au Sénégal, même si les perspectives à venir en matière de stabilité semblent être nettement plus favorables dans ce pays.

d) Pays avec de légères variations :

De nombreux pays ont connu de légères variations, gagnant ou perdant une place. Ces changements mineurs sont souvent liés à des ajustements dans les sous-composantes de l'Indice d'attractivité, comme de petites améliorations ou détériorations dans les sous-composantes liées aux domaines de la régulation, de la productivité, ou du potentiel de marché.

e) Analyse des tendances globales de l'Indice d'Attractivité 2024 :

1. **Un haut du classement stable** : Les premières places restent dominées par des économies relativement stables avec des régulations solides, comme le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Égypte, ce qui montre que les efforts continus pour renforcer la régulation et améliorer l'environnement des affaires sont cruciaux pour maintenir l'attractivité.

2. **Importance de la régulation et de la stabilité socio-économique** : Les pays ayant perdu plusieurs places, tels que le Bénin, le Soudan et la Guinée Équatoriale, montrent que la stabilité socio-économique et une régulation de qualité sont essentielles pour conserver leur position dans le classement. Les événements politiques perturbateurs ont tendance à pénaliser les pays en termes d'attractivité.

3. **Pays en progression grâce à des réformes notables** : Les pays comme les Seychelles, l'Angola et le Zimbabwe, ayant mis en place des réformes économiques ou renforcé leur stabilité, ont vu leur classement s'améliorer, ce qui souligne l'impact positif des réformes sur l'attractivité.

En conclusion, le classement de l'Indice d'attractivité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus illustre l'importance de la stabilité politique, d'un environnement réglementaire solide et d'efforts continus de diversification économique pour améliorer ou maintenir l'attractivité des pays africains. Les variations de classement mettent en lumière les défis et opportunités spécifiques de chaque pays, avec un focus particulier sur la régulation et la stabilité comme leviers majeurs pour les investisseurs. Plus que jamais en Afrique, attractivité et stabilité vont de pair, faisant des deux Indices de l'Institut Amadeus deux outils de lecture et d'analyse complémentaires et indissociables.

3- Enseignements liés à l'attractivité en Afrique en 2024

L'année 2024 met en évidence l'importance croissante de la stabilité politique, de la gouvernance efficace et de la résilience économique dans un contexte marqué par des crises mondiales et régionales. Les pays qui réussissent à maintenir un cadre réglementaire stable et favorable, tout en développant leurs facteurs productifs, continuent d'attirer des investissements significatifs :

- Le rôle central de la gouvernance : Les pays avec une gouvernance forte et stable, comme le Maroc, Maurice et le Rwanda, attirent davantage d'investissements malgré des défis de taille de marché.

- La montée en puissance des économies émergentes : Des pays comme le Nigeria et l'Égypte, forts d'un potentiel de marché important, continuent d'attirer les investisseurs malgré des défis réglementaires. Les réformes engagées dans ces deux pays devraient renforcer encore plus leur position dans les années à venir.

- L'impact de l'instabilité politique : Les pays affectés par des conflits, comme au Soudan, ou des coups d'État, comme le Gabon, le Burkina Faso et le Niger, perdent de l'attractivité en raison de la détérioration de la régulation et de la productivité des facteurs, illustrant l'importance d'une stabilité politique pour maintenir la confiance des investisseurs.

En somme, l'Indice d'Attractivité 2024 confirme que les investisseurs privilégient les pays où la croissance économique s'accompagne d'un environnement des affaires stable et de ressources humaines et financières productives.

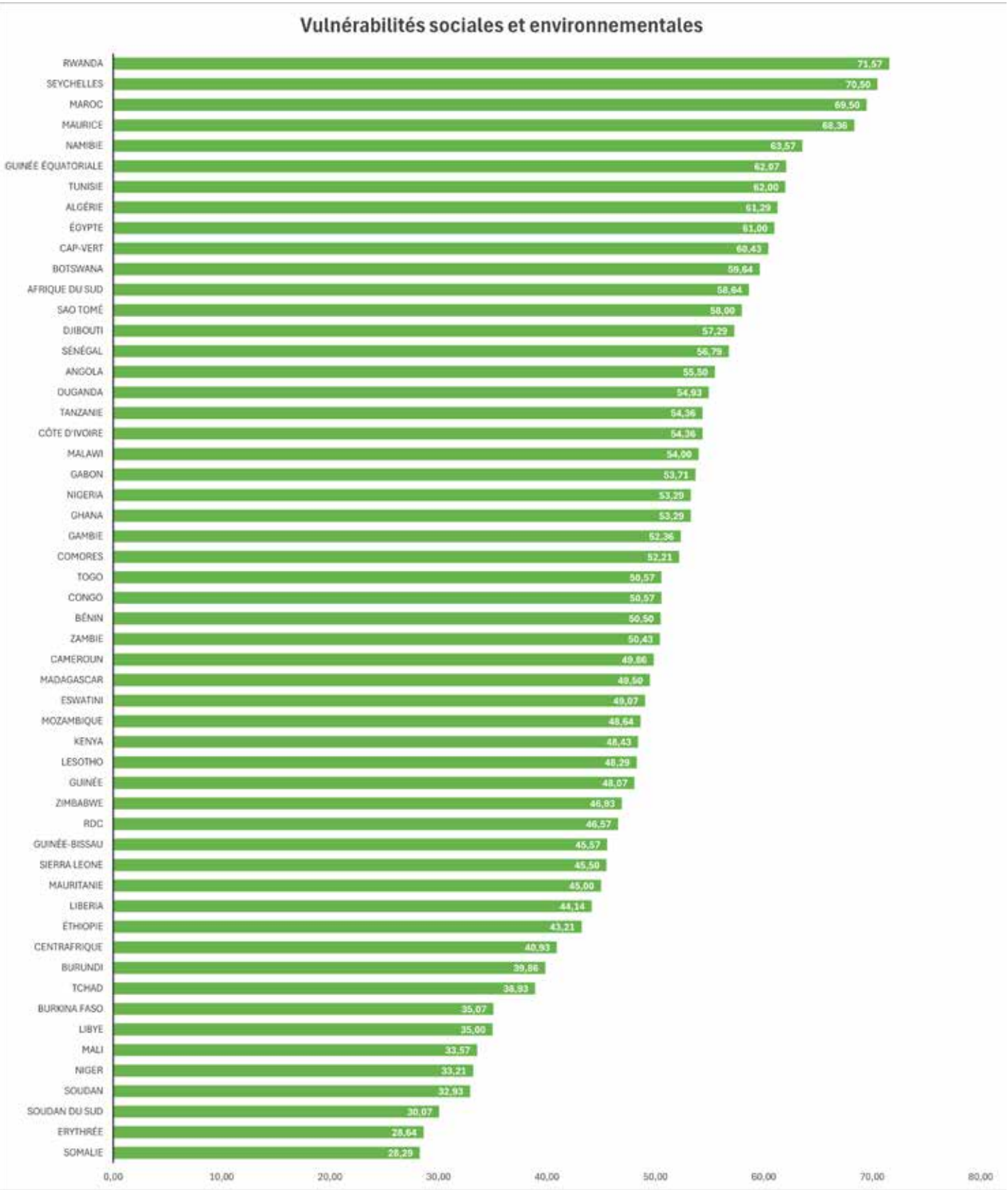
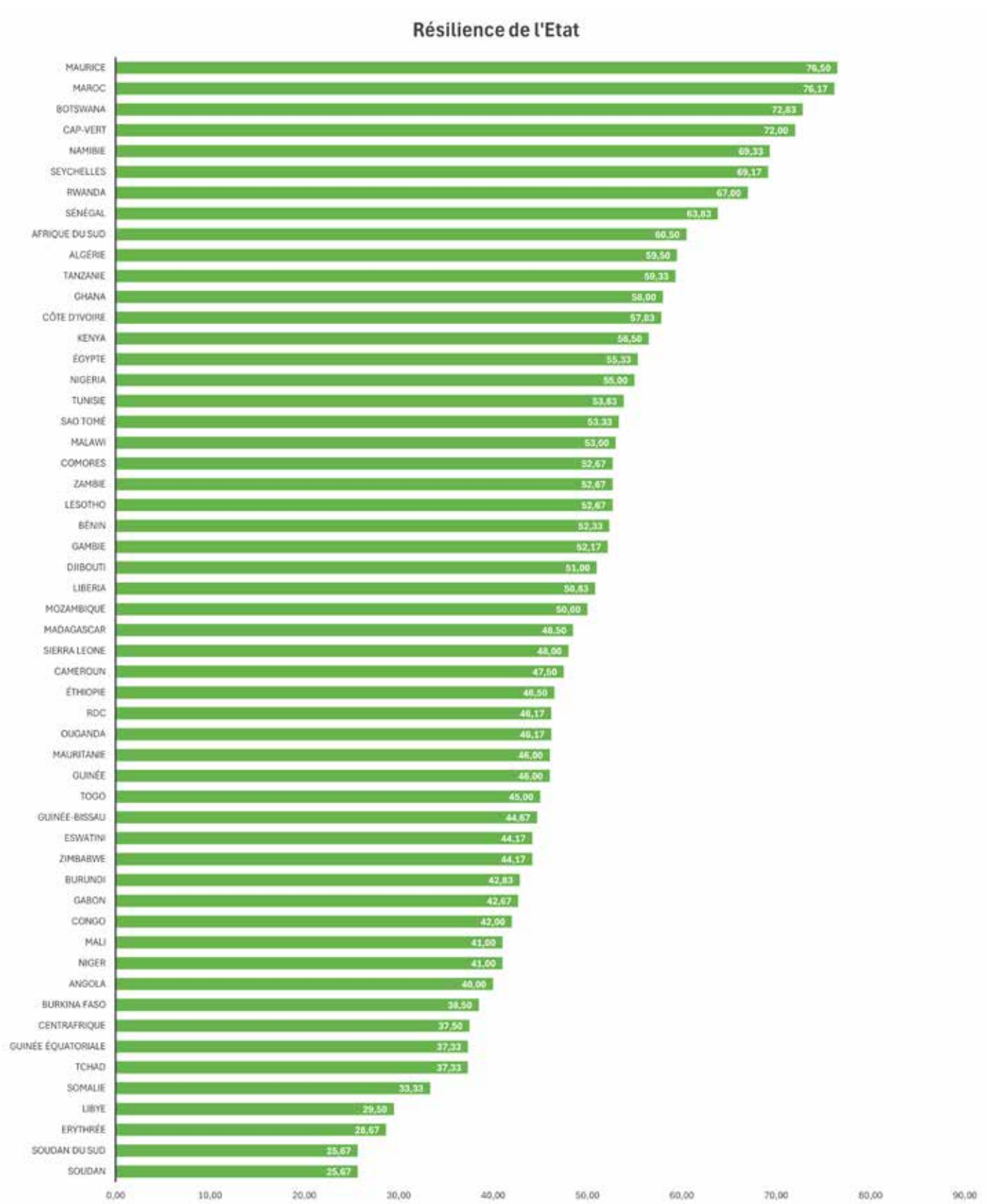


L'INDICE DE STABILITÉ

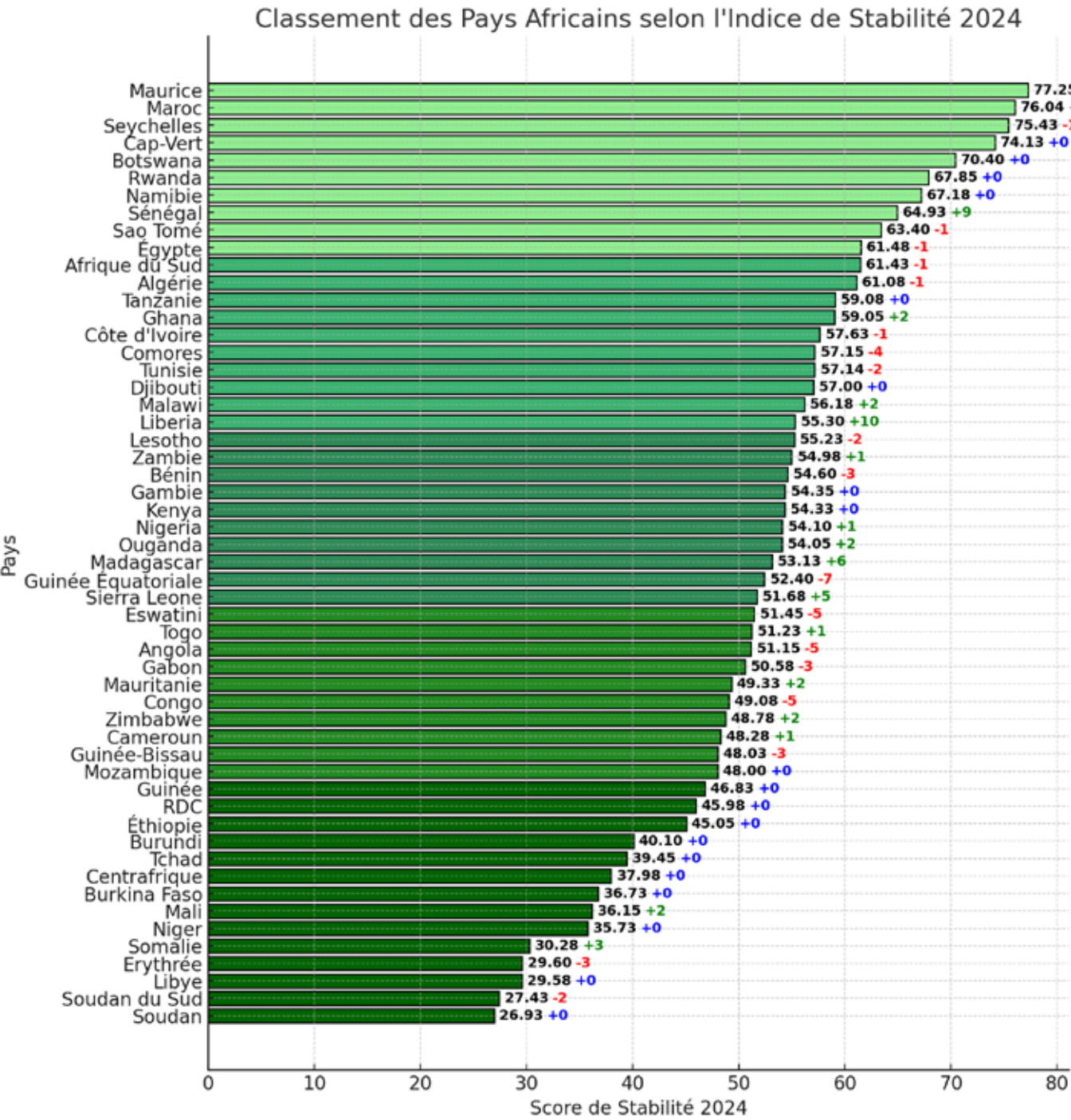
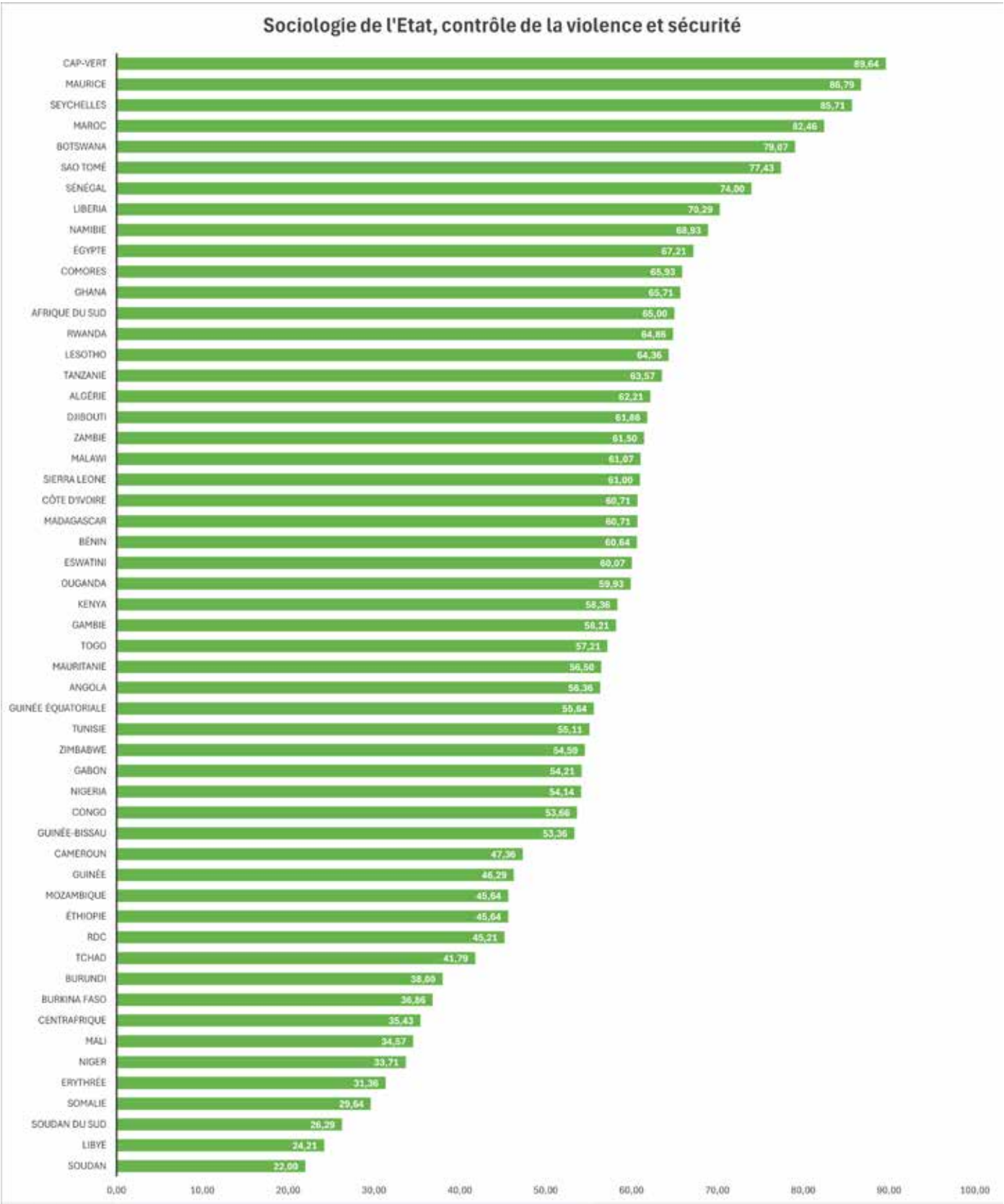


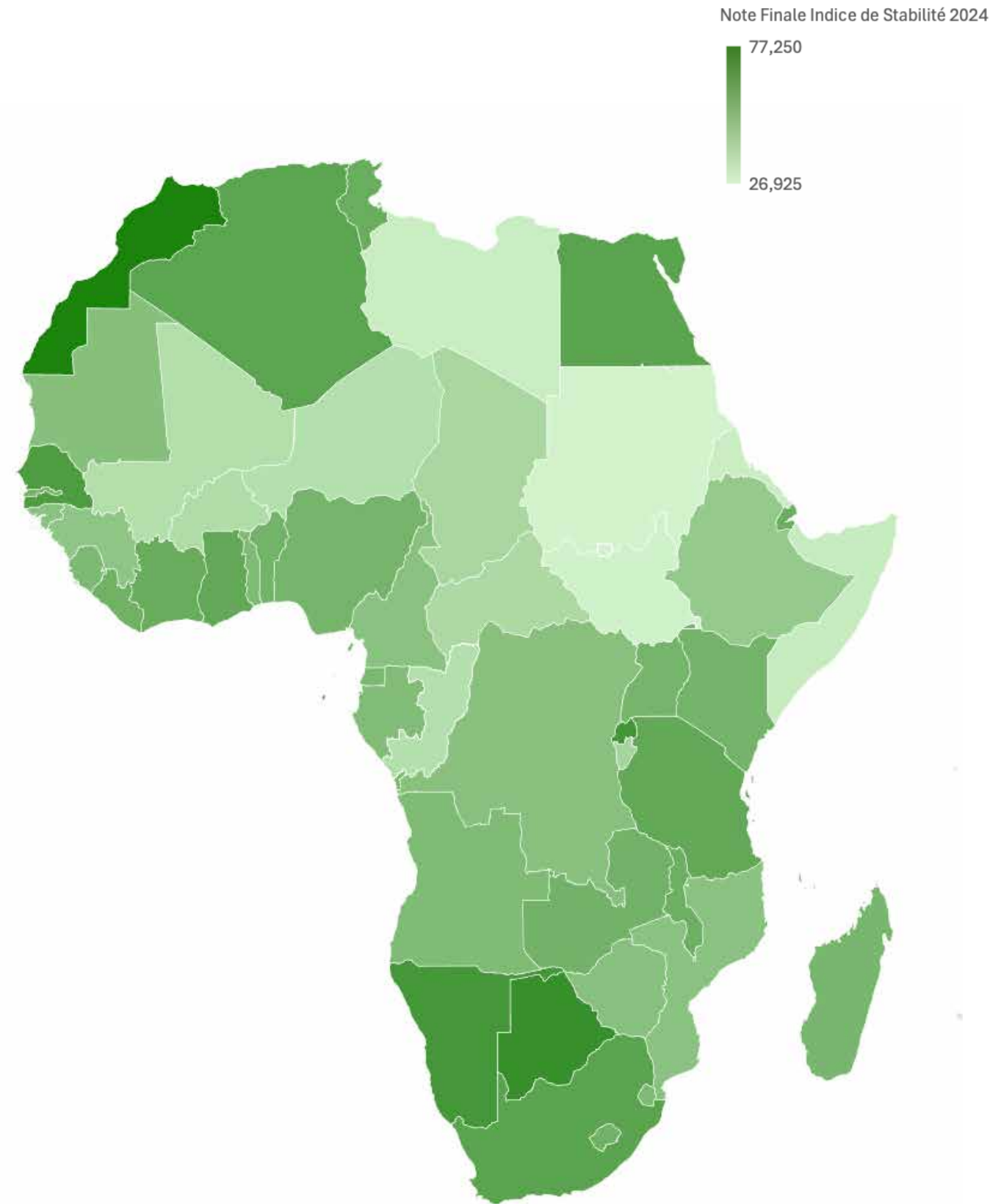
III - L'Indice de Stabilité en Afrique 2024

La stabilité est essentielle pour toute entreprise souhaitant investir sur le long terme. L'Indice de Stabilité en Afrique de l'Institut Amadeus fournit une analyse précieuse de la situation politique et économique de chaque pays africain et complète la grille de lecture et les perspectives d'attractivité des pays africains.



Indice Global de Stabilité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus





Classement et notation par pays et par composantes de l'Indice de Stabilité en Afrique 2024 de l'Institut Amadeus

Rang	Pays	Note finale Stabilité 2024	Résilience de l'Etat	Vulnérabilités sociales et environnementales	Sociologie de l'Etat, contrôle de la violence et sécurité
1	Maurice	77,25	76,50	68,36	86,79
2	Maroc	76,04	76,17	69,50	82,46
3	Seychelles	75,43	69,17	70,50	85,71
4	Cap-Vert	74,13	72,00	60,43	89,64
5	Botswana	70,40	72,83	59,64	79,07
6	Rwanda	67,85	67,00	71,57	64,86
7	Namibie	67,18	69,33	63,57	68,93
8	Sénégal	64,93	63,83	56,79	74,00
9	Sao Tomé	63,40	53,33	58,00	77,43
10	Égypte	61,48	55,33	61,00	67,21
11	Afrique du Sud	61,43	60,50	58,64	65,00
12	Algérie	61,08	59,50	61,29	62,21
13	Tanzanie	59,08	59,33	54,36	63,57
14	Ghana	59,05	58,00	53,29	65,71
15	Côte d'Ivoire	57,63	57,83	54,36	60,71
16	Comores	57,15	52,67	52,21	65,93
17	Tunisie	57,14	53,83	62,00	55,11
18	Djibouti	57,00	51,00	57,29	61,86
19	Malawi	56,18	53,00	54,00	61,07
20	Liberia	55,30	50,83	44,14	70,29
21	Lesotho	55,23	52,67	48,29	64,36
22	Zambie	54,98	52,67	50,43	61,50
23	Bénin	54,60	52,33	50,50	60,64
24	Gambie	54,35	52,17	52,36	58,21
25	Kenya	54,33	56,50	48,43	58,36
26	Nigeria	54,10	55,00	53,29	54,14
27	Ouganda	54,05	46,17	54,93	59,93
28	Madagascar	53,13	48,50	49,50	60,71
29	Guinée Équatoriale	52,40	37,33	62,07	55,64
30	Sierra Leone	51,68	48,00	45,50	61,00
31	Eswatini	51,45	44,17	49,07	60,07

32	Togo	51,23	45,00	50,57	57,21
33	Angola	51,15	40,00	55,50	56,36
34	Gabon	50,58	42,67	53,71	54,21
35	Mauritanie	49,33	46,00	45,00	56,50
37	Congo	49,08	42,00	50,57	53,66
36	Zimbabwe	48,78	44,17	46,93	54,59
38	Cameroun	48,28	47,50	49,86	47,36
39	Guinée-Bis-sau	48,03	44,67	45,57	53,36
40	Mozambique	48,00	50,00	48,64	45,64
41	Guinée	46,83	46,00	48,07	46,29
42	RDC	45,98	46,17	46,57	45,21
43	Éthiopie	45,05	46,50	43,21	45,64
44	Burundi	40,10	42,83	39,86	38,00
45	Tchad	39,45	37,33	38,93	41,79
46	Centrafrique	37,98	37,50	40,93	35,43
47	Burkina Faso	36,73	38,50	35,07	36,86
48	Mali	36,15	41,00	33,57	34,57
49	Niger	35,73	41,00	33,21	33,71
50	Somalie	30,28	33,33	28,29	29,64
51	Erythrée	29,60	28,67	28,64	31,36
52	Libye	29,58	29,50	35,00	24,21
53	Soudan du Sud	27,43	25,67	30,07	26,29
54	Soudan	26,93	25,67	32,93	22,00

1- Analyse des résultats 2024 :

Les résultats de l'Indice de Stabilité 2024 de l'Institut Amadeus confirment l'importance de la résilience étatique, de la gestion des vulnérabilités sociales et environnementales, et du contrôle de la violence et de la sécurité pour garantir une stabilité durable. Comparées aux résultats de 2023, plusieurs tendances et évolutions marquantes se dégagent, reflétant des changements politiques, économiques, et sociaux qui ont impacté la stabilité de divers pays africains.

a) Lecture globale

Résilience de l'État :

La résilience des États reste un critère crucial de l'indice de stabilité, mesurant la capacité des pays à résister aux chocs externes et internes. **Maurice, le Maroc, le Cap-Vert, le Botswana et le Rwanda** se distinguent pour leur résilience forte et stable, souvent grâce à des institutions robustes, une gouvernance efficace, et une stabilité politique relative. De son côté, le **Sénégal** a réalisé un bon significatif en 2024, avec une amélioration de 9 places, atteignant ainsi la 8^e position, beaucoup plus habituelle pour un pays reconnu depuis de nombreuses années pour sa stabilité structurelle, du fait de la transition démocratique sans heurt qu'a connu ce pays, malgré les risques de tensions réels, ce qui illustre la résilience de ce pays face aux tensions pré-électorales.

À l'inverse, des pays marqués par des coups d'État ou des conflits armés, comme **le Burkina Faso, le Niger, et le Soudan**, continuent de présenter une faible résilience. Ces événements ont des effets prolongés, compromettant leur capacité à offrir un environnement stable et prévisible pour les investissements et la sécurité intérieure.

Vulnérabilités Sociales et Environnementales :

Des défis sociaux et environnementaux, amplifiés par les crises politiques et les changements climatiques, continuent d'affecter la stabilité des pays africains. Le **Sénégal** a vu sa position s'améliorer, ce qui suggère une gestion plus proactive de ses vulnérabilités malgré un contexte politique tendu. À l'opposé, **le Libéria** se hisse de 10 places à la 20^e position, grâce à des améliorations dans la gestion des vulnérabilités sociales, malgré des conditions économiques difficiles.

Sociologie de l'État, Contrôle de la Violence et Sécurité :

Les questions de sécurité, y compris le terrorisme, la violence intercommunautaire, et le séparatisme, demeurent des problèmes majeurs pour plusieurs pays africains. Les pays en proie aux conflits prolongés, tels que le **Soudan du Sud, le Soudan et la Somalie**, occupent toujours les dernières places, soulignant l'impact dévastateur de la violence et de l'instabilité sur leur attractivité et leur résilience.

b) Analyse détaillée

Maurice et Seychelles :

Maurice conserve la première position, tandis que les Seychelles reculent légèrement à la troisième place. Ces deux pays insulaires continuent de se distinguer par une résilience

élevée face aux menaces internes et externes, un cadre de gouvernance stable et une faible exposition aux conflits internes. Leur positionnement en tête de l'indice est renforcé par leur gestion exemplaire des vulnérabilités environnementales et sociales.

Maroc :

Le Maroc gagne une place et se positionne au deuxième rang avec un score de 76,04. Le Royaume est perçu comme un pays politiquement stable dans une région marquée par des tensions et des conflits. Cette stabilité politique est soutenue par une gouvernance solide et une capacité à maintenir un dialogue social constructif. Les efforts du pays pour améliorer la transparence et la responsabilité de ses institutions renforcent également la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux. Cette amélioration dans le classement de l'Indice de stabilité souligne la résilience structurelle du pays et sa capacité à mobiliser rapidement des ressources pour faire face aux crises environnementales et aux chocs externes.

Sénégal :

Le Sénégal enregistre une progression remarquable de 9 places, passant de la 17^e à la 8^e position. Bien que le pays ait traversé une période de tensions politiques avant les élections, sa capacité à gérer ces pressions et à préserver une stabilité relative dans le contexte d'une transition politique pacifique a contribué à cette amélioration. La résilience institutionnelle du Sénégal reste un atout malgré les défis posés par les tensions internes.

Gabon, Burkina Faso et Niger :

Ces pays continuent de faire face aux répercussions des coups d'État et aux défis liés à la sécurité et à la gouvernance. Ces événements ont non seulement sapé la résilience de l'État, mais ont aussi exacerbé les tensions sociales et économiques, réduisant leur attractivité et entravant leurs perspectives de développement durable à court terme. Le Gabon, malgré une baisse de trois places, conserve une position relativement stable au milieu du classement, tandis que le Burkina Faso et le Niger occupent des positions plus basses, reflétant les effets durables de l'instabilité politique et des conflits armés.

Libéria et Madagascar :

Le Libéria, avec une amélioration de 10 places, et Madagascar, qui progresse de 6 places, montrent des signes de progrès en matière de stabilité. Pour le Libéria, ces avancées sont attribuées à des efforts pour renforcer les institutions et améliorer la gestion des vulnérabilités sociales. Madagascar, quant à lui, profite d'une stabilité accrue dans sa gouvernance malgré des défis environnementaux persistants.

Soudan, Libye, Somalie, et Soudan du Sud :

Ces pays occupent les dernières places du classement, en grande partie à cause de conflits prolongés, de crises humanitaires et d'une faiblesse chronique des institutions. Le Soudan du Sud et la Somalie continuent de souffrir d'un niveau de violence élevé, et leurs perspectives de stabilité restent limitées sans un renforcement significatif de l'État et de la sécurité. Le Soudan traverse actuellement une crise humanitaire et politique majeure, exacerbée par des affrontements violents entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (RSF), qui ont plongé le pays dans une situation de chaos et de

fragmentation depuis avril 2023. Ce conflit a entraîné des milliers de morts, le déplacement de millions de personnes et une détérioration rapide des conditions de vie, créant une situation d'urgence humanitaire critique.

2- Analyse des variations entre 2023 et 2024 :

L'Indice de Stabilité 2024 de l'Institut Amadeus met en lumière des variations significatives pour certains pays africains, qui reflètent des contextes sociopolitiques et économiques en évolution. Voici une analyse des principales tendances et changements de classement :

a) Progressions notables :

1. Sénégal (+9 places) : Le Sénégal se hisse à la 8^e position, une amélioration marquée par rapport à 2023. Cette progression est attribuée à la stabilisation la situation politique et sociale, malgré des tensions pré-électorales observées en 2023. Le renforcement des institutions et des initiatives pour apaiser les tensions politiques et l'exemplarité de la transition politiques et électorales ont contribué à cette amélioration.

2. Libéria (+10 places) : Le Libéria affiche l'une des plus fortes progressions, passant de la 30^e à la 20^e place. Cette très nette amélioration reflète des efforts pour renforcer la gouvernance et améliorer les conditions de sécurité, mais aussi, comme pour le Sénégal, l'exemplarité de la transition électorale, bien que le pays continue de faire face à des défis économiques et sociaux.

3. Madagascar (+6 places) : Madagascar a progressé de six places, ce qui est le résultat de stabilisations politiques internes et d'efforts pour réformer la gouvernance. La gestion des vulnérabilités sociales et la mise en œuvre de projets socio-économiques semblent également avoir eu un impact positif.

4. Sierra Leone (+5 places) : La progression de la Sierra Leone peut être attribuée à une amélioration dans la gestion des tensions internes et à des initiatives visant à renforcer les institutions. Ce bond pourrait refléter une résilience accrue face aux défis sociaux et politiques.

5. Somalie (+3 places) : Bien que la Somalie reste parmi les derniers au classement, cette amélioration montre une certaine progression, certes légère, dans les efforts de sécurisation du pays et de réhabilitation des institutions, malgré des défis persistants liés à la violence et aux conflits armés.

b) Régressions marquantes :

1. Guinée Équatoriale (-7 places) : La Guinée Équatoriale connaît une chute marquée, ce qui est dû à des vulnérabilités sociopolitiques accrues et à un environnement économique moins favorable. La dépendance aux hydrocarbures et une gouvernance restrictive pourraient avoir un impact négatif sur la perception de stabilité à long terme.

2. Eswatini (-5 places) et Togo (-5 places) : Ces pays ont tous deux perdu cinq places, reflétant des défis politiques internes, notamment des tensions sociales ou des troubles politiques. Ces Nations ont rencontré des difficultés à maintenir la confiance institutionnelle et à stabiliser les situations de sécurité.

3. Gabon (-3 places) : Le Gabon recule dans le classement, en partie en raison des répercussions du coup d'État récent et de l'incertitude politique qui en découle. Ce contexte a affaibli la résilience des institutions gabonaises et a accru les vulnérabilités internes. Les perspectives de restent tout de même favorables dans ce pays.

4. Comores (-4 places) : Le recul des Comores peut être lié à des tensions politiques et à des fragilités dans les institutions, influençant négativement la perception de la stabilité dans cet archipel, même si les Comores doivent être tout de même considérés comme un pays africain stable.

5. Soudan du Sud (-2 places) et Soudan (-2 places) : Les deux pays restent dans les dernières positions en raison de conflits internes intenses et d'une instabilité politique prolongée, qui détériorent la situation sécuritaire et fragilisent encore davantage les structures étatiques, en l'absence de toute forme de perspectives favorables, notamment pour le Soudan.

c) Stabilité au sommet du Classement :

1. Maurice (1ère place) : Maurice maintient sa position de leader en stabilité grâce à une gouvernance solide et à une faible exposition aux conflits internes. Le pays bénéficie d'institutions robustes et d'une gestion efficace des vulnérabilités, notamment en matière de sécurité et de résilience face aux crises externes.

2. Maroc (+1 place) : Le Maroc gagne une place et se positionne deuxième. Cette progression résulte de la stabilité politique, de la résilience institutionnelle et de la capacité à gérer efficacement les crises, notamment la réponse rapide au séisme de 2023. Le Maroc bénéficie également de réformes continues et de politiques de diversification économique qui renforcent son attractivité et sa résilience. Le Royaume est le seul pays d'Afrique du Nord à être solidement ancré dans le « Top 5 » du classement continental de Stabilité depuis la création de cet Indice.

3. Seychelles (-1 place) : Malgré une légère baisse, les Seychelles demeurent parmi les pays les plus stables. Leur économie diversifiée, soutenue par le tourisme et la finance, et une gestion proactive des vulnérabilités environnementales contribuent à leur stabilité.

4. Botswana, Cap-Vert, Rwanda, et Namibie (inchangés) : Ces pays restent dans le haut du classement grâce à des institutions solides, une gouvernance transparente, et une résilience accrue face aux chocs externes. Le Botswana, le Cap-Vert et la Namibie, en particulier, bénéficient de régimes stables et d'une faible corruption, consolidant leur attractivité.

3- Tendances globales et enseignements

Renforcement de la résilience des pays les plus stables :

Les pays les mieux classés, comme **Maurice, le Maroc et le Cap-Vert**, montrent une résilience durable grâce à des institutions solides, une gouvernance transparente, et une gestion proactive des vulnérabilités. Ces pays servent de modèles pour le reste du continent en matière de stabilité politique et économique.

Le **Rwanda**, la **Namibie** et le **Botswana** affichent une stabilité institutionnelle et des gouvernances solides, contribuant à un environnement favorable aux affaires et à une résilience notable face aux défis régionaux. Le Rwanda se distingue par son cadre réglementaire attractif et sa sécurité renforcée, tandis que la Namibie et le Botswana incarnent des modèles de transparence et de faible corruption, consolidant ainsi leur attractivité en Afrique australe.

Impact des conflits et des Coups d'État :

Les coups d'État et les conflits prolongés continuent de pénaliser des pays comme le **Burkina Faso, le Niger et le Mali**, qui peinent à renforcer leur résilience. La persistance de ces instabilités met en lumière le rôle central de la stabilité politique pour le développement et l'attractivité d'un pays.

Capacité de gestion des crises et résilience aux chocs environnementaux :

Des pays comme le **Maroc**, qui a rapidement répondu aux crises environnementales et aux catastrophes naturelles (Séisme d'Al Haouz, inondations), et le **Sénégal**, qui a su naviguer dans un contexte pré-électoral complexe, démontrent qu'une gestion efficace des crises peut limiter les impacts négatifs sur la perception de la stabilité d'un pays.

Le **Nigeria**, en revanche, bien que possédant une économie vaste et diversifiée, reste vulnérable à des tensions internes et à des défis sécuritaires persistants, qui affaiblissent sa résilience et freinent sa capacité à attirer des investissements durables dans certains secteurs.

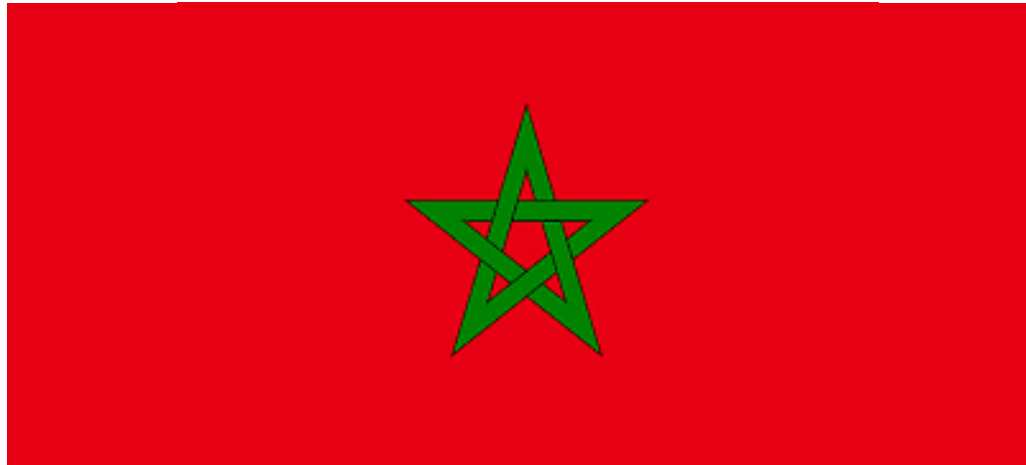
En conclusion, l'Indice de Stabilité 2024 confirme que la stabilité politique et la résilience de l'État sont des piliers essentiels pour garantir la sécurité et l'attractivité d'un pays. Si plusieurs pays africains montrent des signes de renforcement institutionnel et de gestion proactive des vulnérabilités, la persistance des conflits et des crises politiques souligne l'importance d'une gouvernance efficace et de la paix pour le développement durable du continent.

Les progrès des pays comme le Sénégal, le Libéria et Madagascar montrent qu'une gestion proactive des tensions internes et une amélioration des institutions peuvent renforcer la stabilité. À l'inverse, les reculs de pays comme la Guinée Équatoriale, l'Eswatini, et le Gabon révèlent les impacts négatifs des crises politiques et des fragilités institutionnelles. Ces évolutions mettent en évidence la nécessité pour les États africains de continuer à renforcer la gouvernance, la sécurité et la résilience pour améliorer leur stabilité et leur attractivité sur le continent.

FOCUS SUR LES PAYS ATTRACTIFS: LES MEILLEURS PERFORMEURS ET LEUR MODÈLE



IV – Focus Pays



MAROC

En 2024, le Maroc se positionne comme un pays leader en Afrique sur les Indices de Stabilité et d'Attractivité, occupant respectivement la 2^e et la 1^{re} place. Ce double positionnement s'explique par des atouts solides en matière de gouvernance, d'investissement, et de résilience économique, qui confirment son rôle de moteur économique en Afrique.

Atouts

1. Investissements Directs Étrangers (IDE) : Le Maroc est le premier investisseur africain en termes d'IDE en Afrique subsaharienne, avec un montant total de 836 millions de dollars en 2023. Ses entreprises, notamment l'Office chérifien des phosphates (OCP) et Attijariwafa Bank, sont actives dans plusieurs secteurs (phosphates, services financiers) et contribuent à renforcer son influence économique sur le continent, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Le Royaume est également l'un des premiers pays africains en matière de captation des IDE. Il occupe notamment le Top 3 africain sur la période 2019-2024.

2. Diversification économique : Le Maroc a su développer une économie diversifiée, avec des pôles industriels dynamiques dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des énergies renouvelables. Cette diversification limite sa dépendance aux secteurs vulnérables et soutient la croissance économique même en période de chocs externes, renforçant ainsi sa résilience.

3. Environnement des Affaires et régulation : Le cadre réglementaire marocain est parmi les plus attractifs en Afrique. La transparence, la fiscalité favorable et les infrastructures modernes soutiennent un climat des affaires stable qui attire de nombreux investisseurs internationaux.

4. Stabilité politique et réponse aux crises : Le Maroc est un modèle de stabilité politique dans une région marquée par des tensions. La réponse rapide et coordonnée au séisme d'Al Haouz en 2023 a démontré sa capacité à gérer efficacement les crises, renforçant ainsi la perception de sécurité et de résilience. Le Royaume est également désigné comme un véritable exemple en matière de gestion et d'amortissement des chocs externes.

Malgré ces atouts, le Maroc fait face à des défis importants :

- Vulnérabilités climatiques : Le pays subit régulièrement des épisodes de sécheresse, affectant son secteur agricole et augmentant la pression sur ses ressources hydriques, impactant ainsi l'un des secteurs les plus stratégiques du pays.

- Tensions régionales : En raison de sa position géographique, le Maroc navigue efficacement dans un contexte géopolitique complexe, notamment avec les dynamiques de sécurité en Afrique du Nord et au Sahel. Il est d'ailleurs considéré comme un acteur de stabilité important dans la région.

Le Maroc, à travers son Nouveau Modèle de Développement lancé en 2021, vise à construire une société plus inclusive et résiliente, tout en stimulant la croissance économique. Ce modèle met un accent particulier sur la création d'emplois, l'amélioration des conditions de vie et la réduction des disparités régionales et sociales. Il prévoit une série de réformes destinées à renforcer l'accès équitable aux services publics essentiels, tels que l'éducation et la santé, en ciblant notamment les zones rurales pour réduire les écarts de développement avec les zones urbaines.

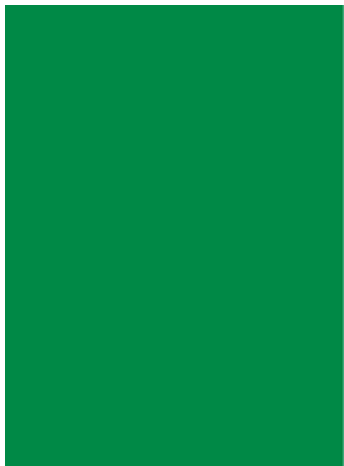
Les perspectives sont prometteuses, avec des projets d'investissement dans les secteurs porteurs, tels que l'agriculture durable, les énergies renouvelables et les infrastructures, qui offriront des opportunités pour les jeunes et amélioreront la qualité de vie. Ces initiatives, soutenues par un environnement des affaires attractif et un engagement en faveur de la cohésion sociale, positionnent le Maroc pour devenir un modèle de développement durable et inclusif en Afrique et au-delà.

La première place du Maroc dans l'Indice d'Attractivité en Afrique 2024 est le reflet d'une vision stratégique cohérente et d'un effort constant pour améliorer l'environnement des affaires, diversifier l'économie et renforcer les relations de coopération avec le reste de l'Afrique. Son rôle de leader en matière d'investissements directs à l'étranger, en particulier en Afrique subsaharienne, témoigne de l'importance du Maroc en tant que moteur économique du continent.

Le Royaume, porté par la Vision de Son Souverain, continue de se distinguer par une combinaison unique de stabilité politique, d'un cadre réglementaire favorable et d'une stratégie économique ambitieuse. Ces éléments positionnent le Maroc comme un modèle pour d'autres économies africaines, et renforcent sa capacité à attirer et à retenir des investissements étrangers tout en consolidant son influence régionale.

L'analyse de la stabilité du Maroc dans l'Indice de Stabilité 2024 révèle une résilience et une solidité institutionnelle renforcées, plaçant le pays à la 2^e place du classement, juste après Maurice.

Grâce à sa politique de coopération Sud-Sud et sa position stratégique entre l'Europe et l'Afrique, le Maroc continue de jouer un rôle clé dans le développement du continent, tout en consolidant sa propre stabilité économique et sociale.



Nigeria

En 2024, le Nigeria se positionne de manière contrastée dans les indices de stabilité et d'attractivité en Afrique, occupant la 26^e place pour la stabilité et la 10^e pour l'attractivité. Ce classement reflète des atouts indéniables, mais aussi des défis persistants auxquels le pays doit faire face pour maximiser son potentiel économique et social.

Atouts

1. Économie diversifiée et dynamique : Le Nigeria possède la plus grande économie d'Afrique, avec des secteurs clés comme le pétrole, l'agriculture, les services financiers, et les technologies de l'information. Cette diversité sectorielle offre de nombreuses opportunités d'investissement, surtout dans les industries en forte croissance, telles que le numérique et les fintechs, qui attirent de plus en plus d'investissements étrangers.

2. Ressources naturelles abondantes : Le Nigeria est le premier producteur de pétrole en Afrique, ce qui constitue un moteur économique majeur. Outre le pétrole, le pays est également riche en gaz naturel, minéraux, et terres agricoles. Ces ressources représentent un atout stratégique qui pourrait, s'il est bien géré, soutenir le développement économique à long terme et renforcer la position du Nigeria en tant que centre d'énergie pour la région.

3. Population jeune et dynamisme entrepreneurial : Avec une population jeune et une classe moyenne en croissance, le Nigeria bénéficie d'un marché intérieur dynamique et d'un potentiel entrepreneurial important. Les jeunes Nigériens sont à la pointe de l'innovation, notamment dans le secteur technologique, ce qui contribue à la vitalité de l'économie et attire les investisseurs dans le domaine des startups et des technologies financières.

Défis

1. Incertitude politique et sécuritaire : L'instabilité sécuritaire, exacerbée par la présence de groupes armés et de bandits, est un des principaux obstacles pour le Nigeria. Les violences dans le nord du pays, causées par Boko Haram et les conflits intercommunautaires, perturbent l'activité économique et ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire. La gestion de l'insécurité demeure une priorité pour assurer un environnement plus stable et attractif pour les investissements.

2. Défis économiques : Malgré sa richesse en ressources naturelles, le Nigeria fait face à des difficultés économiques importantes, telles que l'inflation élevée et la dépendance aux importations alimentaires. Les politiques de stabilisation de la monnaie et les réformes fiscales en cours visent à améliorer cette situation, mais elles nécessitent une mise en œuvre rigoureuse pour atténuer les effets de l'inflation sur les ménages et réduire la pauvreté.

3. Infrastructure et Gouvernance : Le manque d'infrastructures de qualité et les défis en matière de gouvernance limitent la compétitivité du Nigeria. Bien que des investissements soient réalisés pour moderniser les infrastructures de transport et d'énergie, leur insuffisance reste un frein au développement, particulièrement dans les zones rurales. Par ailleurs, les efforts pour améliorer la transparence et lutter contre la corruption restent cruciaux pour renforcer la confiance des investisseurs et assurer un développement économique inclusif.

Perspectives

Le Nigeria est confronté à des défis majeurs en matière de stabilité, impactant directement son attractivité et sa résilience. En 2024, l'économie nigériane continue de souffrir de tensions internes exacerbées par une crise sécuritaire qui affecte la majorité des régions, en particulier dans le nord. Le pays fait face à une recrudescence de violences et d'insécurité, avec des attaques de groupes armés, notamment de bandits et d'insurgés, qui perturbent la production agricole et intensifient la crise alimentaire. Cette instabilité a un impact direct sur les prix alimentaires, contribuant à une inflation élevée qui pèse lourdement sur les populations vulnérables.

Sur le plan économique, les efforts de réformes sous l'administration Tinubu visent à stabiliser le pays, mais ces initiatives doivent encore répondre aux défis structurels comme l'augmentation de la dette publique, les difficultés d'accès aux devises étrangères et une forte dépendance à l'égard des exportations de pétrole. La Banque centrale a adopté des mesures monétaires strictes pour contenir l'inflation, mais l'instabilité politique et la volatilité des marchés continuent de décourager les investisseurs. Par ailleurs, les réformes fiscales et monétaires en cours doivent être accompagnées de solutions concrètes pour réduire le taux de pauvreté, augmenter les opportunités d'emploi, et assurer la sécurité alimentaire à long terme.

En somme, malgré les tentatives de stabilisation économique, la résilience du Nigeria reste compromise par des crises de sécurité et des défis économiques de grande ampleur, qui limitent la capacité du pays à assurer un développement durable et inclusif.

Malgré ces défis, les perspectives du Nigeria demeurent encourageantes. Le gouvernement actuel poursuit des réformes structurelles visant à diversifier davantage l'économie, stabiliser la monnaie, et renforcer la sécurité. Avec des initiatives comme le fonds de soutien de 50 milliards de nairas pour la sécurité et les efforts pour améliorer les infrastructures, le Nigeria s'engage vers un avenir plus stable. Ces efforts, s'ils sont soutenus, pourraient aider le pays à capitaliser sur ses atouts et à réaliser son potentiel de puissance économique en Afrique.



Egypte

En 2024, l'Égypte se positionne à la 10^e place en termes d'attractivité en Afrique, tout en se classant 3^e pour la stabilité, ce qui reflète à la fois son potentiel économique et les défis auxquels elle fait face pour renforcer cette position. Ce double classement témoigne de ses atouts structurels, mais également des difficultés persistantes dans un contexte économique global complexe.

Atouts

1. Potentiel de croissance et réformes structurelles : Avec une économie diversifiée et des secteurs comme le tourisme, l'agriculture et l'industrie manufacturière, l'Égypte dispose de nombreux leviers de croissance. Le gouvernement s'appuie sur le cadre « Égypte Vision 2030 » pour guider ses réformes économiques et environnementales, soutenues par des partenaires internationaux tels que la Banque mondiale. Ces réformes visent à favoriser la création d'emplois dans le secteur privé, à renforcer le capital humain et à améliorer la résilience face aux chocs économiques et climatiques. La stratégie de diversification permet à l'Égypte de réduire sa dépendance aux revenus du tourisme et du Canal de Suez, tout en stimulant l'innovation et les investissements étrangers.

2. Soutien international et stratégie de résilience : Grâce à sa position géopolitique cruciale et à son rôle en tant que médiateur dans les crises régionales, l'Égypte bénéficie d'un soutien financier significatif de la part de la communauté internationale, notamment via des programmes de soutien du FMI et de la Banque mondiale. Ce soutien permet à l'Égypte de renforcer ses réserves de change et de stabiliser son économie, tout en lançant des projets pour améliorer la durabilité financière et la sécurité énergétique, comme l'expansion des énergies renouvelables.

3. Investissements dans les infrastructures et dans les projets d'envergure : Le gouvernement égyptien a investi massivement dans des projets d'infrastructure, y compris la construction de la nouvelle capitale administrative et l'agrandissement de zones industrielles. Ces initiatives créent des opportunités d'emploi et favorisent la croissance du secteur privé, améliorant ainsi l'attractivité économique du pays pour les investisseurs internationaux.

Défis

1. Pressions inflationnistes et dépendance aux importations : L'Égypte fait face à une inflation élevée, exacerbée par la dépréciation de la livre égyptienne et l'impact de la crise ukrainienne sur les prix des denrées alimentaires. Cette situation complique la gestion budgétaire et fragilise les ménages. La dépendance élevée aux importations alimentaires rend l'Égypte vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux, et des efforts pour stimuler la production locale sont nécessaires pour renforcer la sécurité alimentaire.

2. Endettement extérieur et fragilité économique : Malgré les efforts de stabilisation, l'endettement reste une préoccupation majeure. L'Égypte a dû recourir à des financements externes pour combler son déficit en devises et stabiliser son économie, mais cela limite sa capacité d'investissement à long terme. Des réformes pour rationaliser les dépenses publiques et stimuler les exportations sont indispensables pour alléger le poids de la dette et réduire la dépendance aux aides internationales.

3. Réformes sociales et gouvernance : La centralisation économique et la prédominance de l'État posent des obstacles au développement du secteur privé et à l'amélioration de la compétitivité. L'OCDE et d'autres institutions appellent l'Égypte à renforcer la transparence, à réduire le rôle de l'État dans certains secteurs et à améliorer la gouvernance pour stimuler l'innovation et la croissance inclusive.

Perspectives

L'économie égyptienne fait face à une conjoncture complexe, marquée par des défis structurels et conjoncturels. L'inflation élevée, alimentée par la dévaluation de la livre égyptienne, exerce une pression importante sur le pouvoir d'achat des ménages, tandis que la dépendance aux importations de produits alimentaires, notamment de blé, rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix internationaux. Le poids de la dette extérieure, qui a augmenté ces dernières années, limite les marges de manœuvre du gouvernement pour financer des projets de développement sans recourir à des financements externes. Bien que des réformes économiques aient été initiées pour améliorer la gestion budgétaire et diversifier l'économie, les défis restent importants dans un contexte de hausse des coûts de la vie et de ralentissement de la croissance.

Cependant, des efforts sont déployés pour atténuer ces vulnérabilités. Le gouvernement, soutenu par des partenaires internationaux comme le FMI et la Banque mondiale ou encore les Pays du Golfe, met en place des mesures pour stimuler les exportations, encourager l'investissement privé et réduire le déficit fiscal. Des programmes sociaux, tels que Takaful et Karama, visent également à protéger les populations vulnérables. Ces initiatives offrent des perspectives de redressement économique si elles sont accompagnées d'une mise en œuvre rigoureuse et d'un engagement à long terme envers la résilience économique et la réduction de la pauvreté.

Malgré les défis auxquels le pays est confronté, les perspectives pour l'Égypte restent optimistes grâce à des réformes soutenues et une résilience accrue. Les efforts pour diversifier l'économie, attirer les investissements étrangers et renforcer les institutions sont soutenus par des engagements internationaux et une volonté politique forte. Avec des réformes bien ciblées, l'Égypte peut continuer à progresser et à consolider sa position en tant que moteur de stabilité et d'attractivité en Afrique.



Rwanda

En 2024, le Rwanda se classe 6^e dans l'Indice de Stabilité en Afrique et 6^e en Attractivité, mettant en lumière sa stabilité politique continue et son potentiel de croissance économique, tout en identifiant les défis liés à ses ambitions de développement. Ce double positionnement reflète les efforts soutenus du pays pour devenir un modèle de stabilité et de croissance en Afrique de l'Est.

Atouts

1. Croissance économique soutenue et dynamique : L'économie rwandaise continue de croître rapidement, avec une croissance de 9,7 % au premier semestre 2024, grâce au dynamisme des secteurs des services, de l'agriculture et de la construction. Le secteur privé, en particulier, joue un rôle croissant dans cette expansion, soutenu par des investissements dans le tourisme et l'agriculture. Ce dynamisme économique s'inscrit dans la vision du Rwanda de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2035 et un pays à revenu élevé d'ici 2050.

2. Stabilité et gouvernance solides : La stabilité politique du Rwanda, sous la gouvernance de Paul Kagame, est l'un des piliers de son attractivité pour les investisseurs. Le pays bénéficie d'une administration efficace et de réformes ambitieuses, notamment dans l'éducation et la santé, qui soutiennent le développement du capital humain et favorisent l'attraction des investisseurs. Des institutions solides et un cadre législatif stable renforcent également la perception de la sécurité et de la prévisibilité, ce qui est essentiel pour les projets à long terme.

3. Développement des infrastructures et commerce régional : Le Rwanda investit massivement dans ses infrastructures, facilitant les échanges intra-régionaux, en particulier avec les partenaires de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Le développement des routes, des ponts et des réseaux de communication stimule non seulement le commerce, mais renforce également la position du Rwanda comme plaque tournante régionale pour le commerce et la réexportation.

Défis

1. Déficit commercial et dépendance aux importations : Bien que le commerce régional et la diversification des exportations aient progressé, le Rwanda fait face à un déficit commercial croissant, principalement en raison de sa forte dépendance aux importations

de biens de consommation et de machines. Ce déficit commercial exerce une pression sur les réserves de change et souligne la nécessité de renforcer la production locale pour réduire la dépendance aux importations.

2. Développement du Capital humain : La croissance économique rapide n'est pas encore pleinement inclusive. Un défi majeur est le manque de compétences dans la main-d'œuvre, environ 80 % des travailleurs ayant un niveau d'éducation limité. Ce déficit de capital humain freine le développement du secteur privé et limite les perspectives de croissance à long terme. Le Rwanda a investi dans des partenariats éducatifs, comme avec l'université Carnegie Mellon, mais davantage d'efforts sont nécessaires pour combler cet écart de compétences.

3. Risques externes et vulnérabilité aux chocs : Bien que le Rwanda ait diversifié ses partenaires commerciaux, il reste vulnérable aux fluctuations mondiales, comme les tensions géopolitiques et les effets du changement climatique. La sécurité alimentaire et l'approvisionnement énergétique sont également des domaines où des stratégies de résilience sont cruciales pour limiter l'impact des crises internationales sur l'économie locale.

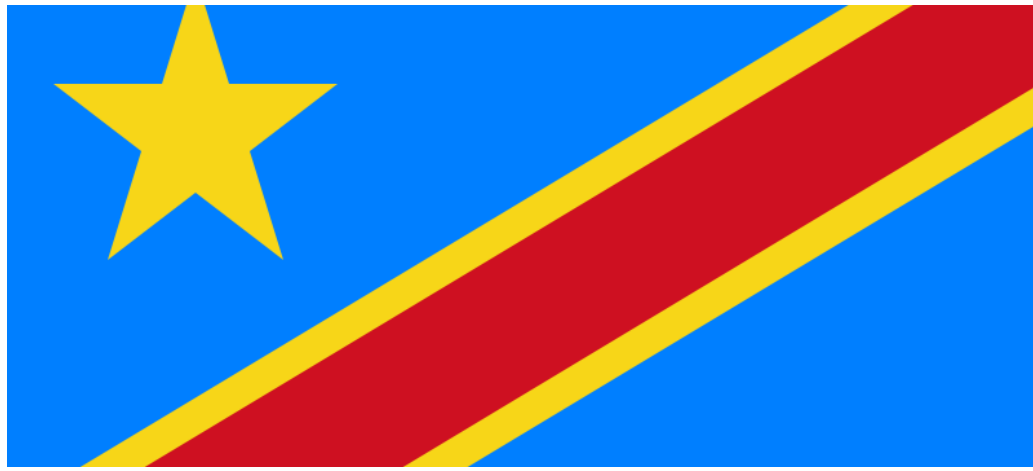
Perspectives

Malgré son dynamisme, l'économie rwandaise fait face à plusieurs défis structurels qui nécessitent des réponses stratégiques pour assurer une croissance durable. La dépendance aux importations reste l'un des principaux problèmes, créant un déficit commercial important et mettant une pression sur les réserves de devises. Le pays importe massivement des biens de consommation et des équipements industriels, soulignant la nécessité d'un renforcement de la production locale. La capacité de diversifier les exportations et de réduire ce déficit commercial est cruciale pour améliorer la résilience économique du Rwanda et réduire sa vulnérabilité aux fluctuations mondiales.

De plus, bien que des progrès aient été réalisés dans le développement des infrastructures et l'éducation, le pays doit continuer à renforcer le capital humain pour répondre aux exigences de son marché du travail en expansion. Le manque de compétences, surtout dans les domaines techniques et spécialisés, freine le développement de certaines industries à forte valeur ajoutée. La mise en place de programmes de formation adaptés et l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pourraient stimuler l'innovation et soutenir les ambitions du Rwanda de devenir un hub technologique en Afrique de l'Est.

Ces défis, combinés à une exposition aux risques climatiques, nécessitent une planification rigoureuse et des politiques publiques soutenues pour permettre au Rwanda de maintenir sa trajectoire de croissance, tout en augmentant la résilience de son économie face aux chocs externes.

Grâce à une stratégie de croissance inclusive et des investissements dans des secteurs porteurs comme les TIC et le tourisme, le Rwanda est bien positionné pour poursuivre sa trajectoire de développement. L'accent mis sur l'amélioration des infrastructures et le renforcement des compétences dans la main-d'œuvre, combiné à une gestion proactive des risques, permet au Rwanda de progresser vers son ambition de devenir un acteur économique de premier plan en Afrique de l'Est. Sa résilience, son climat des affaires attractif et sa stabilité en font un modèle inspirant pour d'autres nations africaines.



République Démocratique du Congo (RDC)

En 2024, la République Démocratique du Congo (RDC) se situe dans le bas du classement de l'Indice de Stabilité en Afrique et de l'Indice d'Attractivité, reflétant un contexte économique complexe et des défis sécuritaires persistants. Bien que l'économie congolaise affiche un taux de croissance dynamique soutenu par le secteur minier, cette croissance reste fragile et soumise à de multiples risques.

Atouts

1. Ressources naturelles abondantes : La RDC possède des réserves importantes de cuivre, de cobalt et d'autres minéraux stratégiques, qui représentent une part majeure de son PIB et de ses exportations. Le secteur minier attire d'importants investissements étrangers, contribuant à la croissance économique du pays. En 2023, la croissance du PIB de la RDC était de 8,4 %, principalement grâce au secteur extractif, et le gouvernement espère maintenir une croissance stable dans ce secteur pour les années à venir.

2. Soutien international et réformes structurelles : Sous l'administration de Félix Tshisekedi, la RDC a renforcé sa coopération internationale, notamment avec le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions financières. Ce soutien a permis de financer divers projets et de stabiliser les réserves de change du pays. Les programmes de réforme fiscale et de gestion budgétaire sont également en cours pour améliorer la transparence et l'efficacité des dépenses publiques, bien que leur mise en œuvre reste lente.

Défis

1. Insécurité et déstabilisation à l'Est : Les conflits persistants dans l'est de la RDC constituent l'un des principaux obstacles à la stabilité. Les groupes armés continuent de provoquer des déplacements massifs de populations et des violences, rendant difficile le développement économique de cette région riche en ressources. La situation sécuritaire affecte également l'attractivité du pays pour les investisseurs et complique la mise en œuvre des projets de développement.

2. Pressions inflationnistes et déficit commercial : En 2023, l'inflation en RDC a atteint 23,8 %, avant de redescendre légèrement en 2024. Cette inflation élevée, exacerbée par la dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, érode le pouvoir d'achat des ménages et limite la stabilité macroéconomique. Le déficit commercial et la volatilité des prix des matières premières accentuent la vulnérabilité de l'économie, soulignant l'importance de diversifier les sources de revenus au-delà du secteur minier.

3. Faible gouvernance : La gestion inefficace des ressources publiques, couplée à des pratiques de corruption largement répandues, entrave la capacité de l'État à mettre en œuvre des réformes de manière durable. Malgré des avancées dans les relations internationales, la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des fonds publics demeurent problématiques, affectant la crédibilité du gouvernement et sa capacité à attirer des investissements à long terme.

Perspectives

La RDC, bien que dotée d'importantes ressources minières, fait face à une situation économique fragile accentuée par des défis sécuritaires persistants. L'économie congolaise reste fortement dépendante des exportations de minerais, comme le cobalt et le cuivre, qui représentent une part prépondérante de ses recettes publiques. Cependant, cette dépendance expose le pays aux fluctuations des prix internationaux, rendant son économie vulnérable aux chocs externes. Cette réalité souligne l'importance pour la RDC de diversifier son économie, en développant par exemple le secteur agricole et les industries de transformation, afin de réduire son déficit commercial et stabiliser ses finances publiques.

Sur le plan sécuritaire, les conflits armés dans l'est du pays continuent d'affecter le climat des affaires et de restreindre l'accès aux ressources, notamment dans les zones minières. Les attaques répétées des groupes armés perturbent les activités économiques locales, forcent des milliers de personnes à se déplacer et créent un environnement d'incertitude qui décourage les investissements étrangers. La mise en place de programmes de sécurisation des zones à risque et d'une gouvernance plus efficace des ressources naturelles est cruciale pour améliorer la stabilité du pays et garantir un développement économique durable. Cette sécurisation, accompagnée d'un renforcement des institutions et d'une gestion transparente des revenus miniers, est essentielle pour transformer le potentiel économique de la RDC en prospérité durable.

Pour améliorer sa situation, la RDC mise sur une diversification de son économie et un renforcement des réformes institutionnelles. Des efforts sont en cours pour accroître la production agricole et développer les infrastructures, afin de réduire la dépendance aux importations et de stimuler la croissance locale. De plus, la coopération internationale offre un soutien financier essentiel pour stabiliser l'économie et favoriser des projets de développement. Bien que la RDC ait encore des défis importants à relever, des progrès vers une meilleure gouvernance et une sécurité renforcée pourraient permettre au pays de tirer davantage profit de ses vastes ressources naturelles, améliorant ainsi sa résilience économique et sa position régionale.

V – Conclusion et perspective d’avenir

L’édition 2024 des Indices de Stabilité et d’Attractivité de l’Institut Amadeus met en lumière l’interdépendance cruciale entre la stabilité politique et l’attractivité économique dans le développement durable de l’Afrique. La résilience étatique, une gouvernance efficiente et des cadres réglementaires fiables s’avèrent être des catalyseurs essentiels pour favoriser les investissements. Des pays tels que le Maroc, Maurice et le Cap-Vert illustrent bien cette dynamique : ils montrent comment un environnement stable et une stratégie de diversification économique cohérente peuvent non seulement attirer les capitaux, mais aussi renforcer leur rôle en tant que moteurs de croissance régionale. En revanche, les défis persistants, notamment l’instabilité, les tensions politiques et une dépendance excessive aux ressources naturelles, rappellent la fragilité de la stabilité dans de nombreuses régions.

L’Institut Amadeus, pour la douzième année consécutive, réaffirme l’importance d’une approche décloisonnée de l’analyse des réalités africaines, en intégrant des données de sources internationales et locales, et en mettant l’accent sur la résilience des institutions, la gestion des vulnérabilités et la qualité des infrastructures. Ces indices offrent aux investisseurs, aux décideurs et aux citoyens une perspective complète des performances des nations africaines, tout en respectant les spécificités régionales et nationales. Les résultats obtenus en 2024 réitèrent la nécessité d’analyser conjointement stabilité et attractivité, deux dimensions indissociables pour bâtir un avenir durable et inclusif.

En 2025, le renforcement de l’attractivité du continent passera par des réformes de gouvernance, une gestion plus proactive des vulnérabilités et une coopération régionale accrue pour favoriser l’intégration économique. En capitalisant sur une population jeune et un potentiel de croissance inégalé, les pays africains auront l’opportunité de devenir des pôles d’attractivité renforcés, en particulier dans des secteurs tels que les infrastructures résilientes, l’énergie et les transports. Le développement de compétences, l’amélioration de l’accès à l’éducation et le soutien à la formation professionnelle joueront également un rôle décisif pour accroître l’attrait du continent pour les investisseurs internationaux.

En conclusion, trois enseignements doivent être tirés du double exercice de classer et de comparer l’attractivité et la stabilité des pays africains :

1. Interdépendance entre stabilité et attractivité économique : Les résultats montrent que la stabilité politique et sociale constitue le socle sur lequel repose l’attractivité économique des pays. Une gouvernance efficace, associée à une gestion rigoureuse des vulnérabilités, attire les investissements étrangers tout en favorisant une croissance inclusive et durable.

2. Importance de la diversification économique et des réformes : Les économies qui se diversifient et s’appuient sur des réformes réglementaires robustes, comme le Maroc et Maurice, renforcent leur résilience face aux chocs externes. Cette orientation vers des secteurs innovants et inclusifs constitue un modèle pour d’autres économies africaines souhaitant maximiser leur potentiel d’attractivité.

3. Rôle croissant des initiatives de coopération régionale et de transition énergétique : À l’aube de 2025, la coopération régionale et les investissements dans les infrastructures résilientes et l’énergie verte représentent des opportunités stratégiques pour le continent. L’engagement des pays dans la transition énergétique et la collaboration inter-états peuvent être des leviers décisifs pour la compétitivité et la sécurité économique de l’Afrique.

L’Institut Amadeus espère que l’édition 2025 des indices de Stabilité et d’Attractivité capturera les progrès accomplis, en particulier au niveau des initiatives de gouvernance durable et des actions concrètes en faveur de la transition énergétique, notamment s’agissant de la concrétisation des projets à caractère régional. Les États africains qui réussiront à harmoniser leurs aspirations économiques avec une stabilité politique consolidée et des politiques inclusives auront toutes les cartes en main pour se positionner en acteurs stratégiques du développement et de l’émergence du continent.



ANNEXES



MÉTHODOLOGIE

L'indicateur d'attractivité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standards et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans les tables des classements pays).

La méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

L'ensemble des indicateurs forment des valeurs relatives, comparables d'un pays à l'autre sans donner un préjudice à un «petit» pays à l'exception de l'indicateur démographique qui a évidemment une incidence sur la taille du marché cible.

LES NOTES

Note 5	- Le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
Note 4,5	- Les pays de la 2ème à la 5ème place
Note 4	- Les pays de la 6ème place à la 9ème place
Note 3,5	- Les pays de la 10ème place à la 16ème place
Note 3	- Les pays de la 17ème place à la 23ème place
Note 2,5	- Les pays de la 24ème place à la 30ème place
Note 2	- Les pays de la 31ème place à la 43ème place
Note 1,5	- Les pays de la 44ème place à la 50ème place
Note 1	- Les pays classés au-delà de la 50ème place

Matrice de l'Indice d'Attractivité en afrique de l'Institut Amadeus 2024				
Groupes	Critères	Composantes	Pondération des composantes	Pondération du Critère
Potentiel et dynamique du Marché	Modèle de croissance	Taux de croissance moyen sur 5 années	35%	15%
		Diversification de l'offre exportable	30%	
		Ouverture commerciale	15%	
		Investissement direct étranger	20%	
	Taille, dynamisme et structure du marché intérieur	Taille du marché - population totale	35%	15%
		Urbanisation	25%	
		Niveau de vie moyen	25%	
		Accumulation brute de capital fixe	15%	
		Indice d'innovation	5%	
Qualité de la Régulation	Environnement des affaires	Classement d'environnement des affaires	60%	10%
		Insertion des femmes sur le marché de l'emploi	10%	
		Qualité de la justice commerciale	10%	
		Indice de corruption	10%	
		Accès aux marchés publics	10%	
	Infrastructure, logistique et mobilité	Infrastructure logistique et connectivité de transport	60%	10%
		Niveau d'accès à internet	20%	
		Mobilité des nationaux	20%	
	Cadre macroéconomique et environnement régional	Solde public primaire	50%	10%
		Niveau de l'investissement public	30%	
		Environnement régional et international	10%	
		Indice de Stabilité Amadeus	10%	
	Indice composite d'évaluation des systèmes sanitaires	Politique de prévention	45%	10%
		Capacité de traitement	30%	
		Gouvernance du système	25%	
Productivité des Facteurs	Qualité, productivité et protection des ressources humaines	Croissance de l'emploi privé et taux d'activité	20%	15%
		Taux de diplômés de l'enseignement supérieur	10%	
		Taux brut de scolarisation secondaire	10%	
		Part du travail informel	20%	
		Productivité - ressources générées par emploi	40%	
	Système bancaire et financier	Taux d'intérêt réel	35%	15%
		Crédit au secteur privé en % PIB	30%	
		Taux de défaut bancaire	20%	
		Développement des financements innovants	15%	

GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

INDEX DES INDICES

Taux de croissance moyen sur 5 années : Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut est calculé sur une moyenne de cinq années afin de prendre en compte les effets des prix des matières premières sur la croissance des pays.

Source : *données de la Banque Mondiale*

Diversification de l'économie : L'indicateur synthétique de référence du FMI sur la diversification économique permet de mesurer le degré de sophistication et de diversification d'une économie. Plus la note du pays est élevée, moins son offre exportable est diversifiée.

Source : *données du FMI*

Ouverture commerciale (% des échanges sur le PIB) : Cet indicateur permet de connaître la structure commerciale du pays et son ouverture aux échanges internationaux. Il permet d'avoir une indication sur la disponibilité et coûts des produits d'importation, et la capacité de l'économie à exporter ses produits, son insertion dans l'économie internationale.

Source : *données du FMI*

Investissement direct étranger : Le niveau d'investissement d'étranger est calculé en rapport au PIB pour éviter les distorsions entre "grands" et "petits" pays et il l'indicateur est lissé sur cinq années afin de restituer la capacité du pays à attirer régulièrement les investissements importants de l'étranger.

Source : *données banque Mondiale et CNUCED*

Taille du marché - population totale : Indicateur d'importance pour comprendre le potentiel du marché cible, la population totale du pays est néanmoins pondérée par les indicateurs permettant d'identifier la proportion d'urbains, le niveau moyen de vie et la distribution des ressources.

Source : *CNUCED*

Urbanisation : L'indicateur d'urbanisation permet de connaître la part des urbains et donc de l'équilibre entre les différentes activités du pays, la concentration et l'attractivité des villes et de donner une idée des transformations sociétales potentiellement en cours, la ville étant le lieu d'accès des produits plus nombreux, mieux distribués et engendrent des comportements et des modes de vie différents.

Source : *Banque Mondiale*

Niveau de vie moyen : Cet indicateur est exprimé en parité de pouvoir d'achat et en USD afin de permettre une comparaison pertinente entre les différents pays.

Source : *Banque Mondiale*

Accumulation brute de capital fixe : L'accumulation brute de capital fixe permet de mesurer le niveau d'investissement privé dans l'économie nationale. Il s'agit donc d'un indicateur permettant de mesurer le niveau de confiance des entrepreneurs dans le développement du marché intérieur et de mesurer le rythme du rattrapage économique. Le niveau d'investissement a des effets de moyen terme sur le sentier de croissance du pays et sur le développement de l'emploi.

Source : *Banque Mondiale*

Innovation Output Sub-Index : L'indice d'innovation "global innovation index" est un indice international permettant de percevoir le potentiel d'innovation d'une économie et des perspectives de croissance et de montée en gamme de son économie. Le « innovation output sub-index » est centré sur la création et dépôt de brevets, les services en lignes et la diffusion de la connaissance.

Source : *Global innovation index*

Indice composite sanitaire : L'indice composite évalue le système sanitaire d'un pays sur trois volets distincts et complémentaires, la politique de prévention, les capacités et qualité de traitement et enfin la gouvernance et l'équité d'accès du système.

Global competitiveness index : Le classement du World Economic Forum (WEF) sur la compétitivité globale fait référence sur 141 pays dont la totalité des économies africaines. La section « institutions » du classement sert de référence pour notre sous-indicateur concernant l'environnement des affaires.

Source : *WEF*

Insertion des femmes sur le marché de l'emploi : L'insertion des femmes sur le marché du travail fait partie intégrante de l'attractivité d'un pays pour les investisseurs en ce qu'il dénote l'insertion de tous les potentiels sur le marché du travail, une structure plus égalitaire et ouverte pour les opportunités économiques.

Source : *Organisation internationale du travail*

Qualité de la justice commerciale : Critère important pour les décisions d'investissement en cas de contentieux commerciale ou autre contentieux à caractère économique, la qualité de la justice commerciale a été établie grâce à des données standards établies par la surpondération de l'indicateur d'exécution des contrats.

Source : *Banque Mondiale*

Indice de corruption : L'indice de référence de Transparency international qui établit un scoring sur 100 points à partir de données recueillies par sondages et entretiens dans l'ensemble des pays du monde. L'indice de Transparency est un indice de perception de la corruption et non pas une mesure brute, impartiale de la corruption, phénomène par nature invisible mais permet de connaître la perception des acteurs de la société civile notamment les entrepreneurs sur la généralisation de pratiques corruptives dans le fonctionnement social.

Source : *Transparency International*

Accès aux marchés publics : L'indicateur s'appuie sur les données construites par le public procurement index de la Banque Mondiale qui étudie la régulation des marchés publics dans les pays d'intervention. Les marchés publics sont un important levier économique pour les entreprises et la structure et règles d'attribution permettent soit d'intégrer un plus grand nombre d'entreprises soit de bâtir un système discriminatoire voire corruptif.

Source : *Banque Mondiale*

GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

Infrastructure logistique et connectivité de transport : L'indicateur de performance logistique est un indicateur international actualisé tous les deux ans, issu d'une enquête sur six volets auprès des grands opérateurs partenaires commerciaux de ces pays. Les thèmes abordés sont les douanes, les infrastructures, le transport international, la qualité de la logistique et la compétence, le suivi et la traçabilité, l'actualité.

Source : <http://tfig.itcilo.org/FR/contents/logistic-performance-index.htm>

Niveau d'accès à internet : L'indicateur d'accès à l'internet est assis sur les données de International Telecommunication Union (ITU) regroupant 193 pays membres et 900 opérateurs de télécommunications.

Source : <https://www.itu.int/>

Mobilité des nationaux : Cet indicateur recense le nombre de pays dans lesquels les ressortissants du pays dotés d'un passeport peuvent voyager sans visa. La mobilité potentiel des ressortissants indiquent tout à la fois leur capacité à s'investir facilement au sein d'une entreprise à vocation commerciale et internationale mais aussi la capacité de leur pays à conclure des accords avec les pays partenaires au bénéfice de la mobilité de ses ressortissants.

Source : *passport index*

Solde public primaire : Cet indicateur, déficitaire dans l'ensemble des pays africains - et dans beaucoup de pays dans le monde- permet de juger de l'équilibre entre les dépenses de l'Etat et ses recettes avant de procéder à des emprunts sur le marché national ou international. Le solde public primaire est lié à la capacité de l'Etat à intervenir dans l'économie et soutenir ses stratégies d'équipement sur le long terme.

Source : *Fonds Monétaire international*

Niveau de l'investissement public : Cet indicateur permet d'affiner l'analyse et avoir des éléments actuels sur le niveau de la dépense public qui dans les pays africains est très souvent orientés sur les équipements en infrastructures dans une dynamique de rattrapage.

Source : *Fonds Monétaire international*

Environnement régional et international : Cet indicateur composé par l'équipe de l'institut Amadeus à partir des données de la Banque Africaine de Développement sur l'intégration régionale permet de noter le niveau d'accès à des marchés régionaux ou internationaux à partir de ce pays que ce soit les accords sous régionaux africains ou les accords commerciaux préférentiels ou de libre-échange.

Source : *Banque Africaine de Développement*

Indice composite de stabilité Amadeus* : L'indice de stabilité de l'Institut Amadeus est composé de trois piliers regroupant une série d'indicateurs, le potentiel et dynamique de marché, les vulnérabilités sociales et environnementales et enfin la résilience de l'Etat (voir plus loin : indice de stabilité Amadeus).

Structure du marché du travail et taux d'activité : Cet indicateur est composé par le taux d'activité des 15-65 ans, de la croissance de l'emploi privé et de la qualité des emplois occupés.

Source : *Organisation internationale du Travail*

Taux de diplômés de l'enseignement supérieur : Cet indicateur permet de connaître la proportion de main d'œuvre mieux formée capable de constituer un vivier de cadres au sein des entreprises et administrations.

Source : *UNESCO*

Taux brut de scolarisation secondaire : Cet indicateur permet de connaître l'avancée des pays vers l'objectif de généralisation du niveau du secondaire qualifiant (niveau bac) pour former une main d'œuvre qualifiée à occuper un emploi productif. A noter que le taux brut prend en compte les redoublements et affichent des valeurs plus élevées que le taux net de scolarisation.

Source : *UNESCO*

Part du travail informel : Le travail informel très largement répandu sur le continent africain indique une faible productivité des emplois occupés. Particulièrement prédominant dans les économies très rurales et les pays à faible revenu, le travail informel est particulièrement déstructurant pour l'économie et la base fiscale de l'État. Quand il est prédominant il indique la faiblesse des emplois qualifiés et donc la faible protection sociale des travailleurs et la moindre circulation des compétences.

Source : *Organisation internationale du Travail*

Productivité - ressources générées par emploi : Le calcul de la productivité est exprimé en US dollars constants et indique la valeur créée par chaque emploi occupé en se référant à la valeur calculée du PIB et au nombre d'emplois occupés (y compris dans le secteur informel).

Source : *Organisation internationale du Travail*

Taux d'intérêt réel : Le taux d'intérêt réel est calculé à partir du taux de référence de la banque centrale du pays et de l'indice d'inflation. Il est possible que le taux d'intérêt réel dans un pays soit négatif auquel cas une spirale inflationniste peut contribuer à fragiliser très fortement le système bancaire.

Source : *Fonds Monétaire international*

Crédit au secteur privé en % PIB : Cet indicateur permet de connaître le développement du système bancaire du pays. Les pays les plus développés peuvent connaître des taux d'encours de crédit au secteur privé dépassant les 100% du PIB.

Source : *Banque Mondiale*

Taux de défaut bancaire : Le taux de défaut bancaire ou "prêts non performants" permet de mesurer la qualité et la santé du marché bancaire dans un pays. Les ratios d'alerte sur cet indicateur se situent au-delà de 5% de prêts non performants sur les encours totaux.

Source : *Fonds Monétaire international, banques centrales*

Développement des financements innovants : Les financements innovants notamment les financements structurés orientés sur les projets d'adaptation climatique permettent de faciliter l'émergence de projet d'adaptation et d'atténuation sur le continent.

Source : *Climate bonds initiative*

MÉTHODOLOGIE

L'indicateur de stabilité est un classement comparatif fonctionnant avec des pondérations entre les différentes catégories, sous-groupes et indicateurs. Les indicateurs définis en collaboration avec un comité scientifique de chercheurs et praticiens de la facilitation des relations d'affaires sur le continent africain ont été sélectionnés en fonction de la disponibilité de données de comparaison à l'échelle du continent.

Quelques pays moins dotés en capacité statistiques ne sont pas en mesure de pouvoir construire ponctuellement quelques-unes des données recherchées avec des méthodologies comparables, problématique connue de ce type d'exercice de construction de classement comparatif. Néanmoins la disponibilité d'autres grandes enquêtes standard et de quelques données de terrain ont permis de déterminer une notation pour ces quelques données manquantes (indiquées dans les tables des classements pays).

Selon le même principe que pour l'indice d'attractivité, la méthodologie utilisée a donc été de rechercher les données des indicateurs pour chaque pays, classer les pays selon les résultats recueillis, déterminer une note de 1 à 5 selon le classement des pays de nature à valoriser les pays les plus performants sur le continent (particulièrement les pays affichant des valeurs les classant dans les 10 premiers rangs).

LES NOTES

Note 5	- Le pays le mieux classé sur l'indicateur - 1er rang
Note 4,5	- Les pays de la 2ème à la 5ème place
Note 4	- Les pays de la 6ème place à la 9ème place
Note 3,5	- Les pays de la 10ème place à la 16ème place
Note 3	- Les pays de la 17ème place à la 23ème place
Note 2,5	- Les pays de la 24ème place à la 30ème place
Note 2	- Les pays de la 31ème place à la 43ème place
Note 1,5	- Les pays de la 44ème place à la 50ème place
Note 1	- Les pays classés au-delà de la 50ème place

Matrice de l'Indice de Stabilité en Afrique de l'Institut Amadeus 2024					
Groupes	Critère (Cri)	Composante (COMp)	Variable considérée	Pondération (COMp)	Pondération (Cri)
Sociologie de l'Etat, contrôle de la violence et sécurité	Régulation politique	Nature du régime politique	Libertés civiles et politiques	15%	20%
		Tensions interrégionales et régionales	Formation asymétrique de l'Etat et politiques d'inclusion	20%	
		Pacification des mœurs politiques	Démilitarisation des rapports politiques	15%	
		Gestion de la contestation politique	Protestations violentes ou armées	20%	
		Capacité d'intégration du régime politique	Renouvellement de l'exécutif par l'alternance négociée	20%	
		Capacité de changement (politiques publiques et leur suivi)	Degré de confiance dans les institutions politiques	10%	
	Gouvernance sécuritaire	Contrôle politique des forces armées	Historique des coups d'Etat, degré d'autonomie des forces armées	20%	15%
		Menaces sécuritaires internes	Militarisation et sécessionnisme violent persistant et irréductible	30%	
		Sécurité urbaine	Taux de criminalité et efficacité des systèmes de sécurité	15%	
		Menaces sécuritaires externes	Existence de menaces de groupes ou d'Etats étrangers et capacité à y répondre	25%	
		Accord de défense protecteur	Groupements régionaux médiateurs ou accords avec puissances externes	10%	
Vulnérabilités sociales et environnementales	Gouvernance du social	Sécurité alimentaire	Part du marché de denrées produites localement	15%	25%
		Résilience et largeur de l'Etat	Base fiscale % issu du travail formel (impôt sur le revenu ou richesse)	10%	
		Urbanisation et accès aux services de base	Taux de couverture eau et électricité	10%	
		Création d'emplois	Emplois créés / nombre de jeunes sortant du système scolaire	15%	
		Redistribution et subsides sociaux	Budget d'Etat % consacré à la politique sociale	15%	
		Insertion économique et sociale	Taux de % participation des femmes dans le marché de travail	15%	
		Provision et qualité des services sociaux	Degré de confiance dans la qualité des institutions sociales ou non-élues (éducation, justice, santé)	10%	
		Inégalités économiques	Progression des inégalités	10%	
	Menaces environnementales	Stress hydrique	Source d'eau améliorée, milieu rural (% de la pop. en accès)	50%	10%
		Indicateur de stress hydrique du pays	Désertification	15%	
		Vulnérabilité sanitaire	Indice composite sanitaire	10%	
Résilience de l'Etat	Crédibilité de l'Etat	Qualité de la gouvernance		40%	20%
		Soutenabilité de la politique budgétaire	Charge de la dette/ dépenses de l'Etat	20%	
		Espace civique (démocratie participative)	Liberté publique, participation citoyenne et champ d'action de la société civile	20%	
		Soutien international	Niveau d'aide publique au développement perçue en % PIB	20%	
	Vulnérabilité économique aux chocs externes	Diversification de l'économie	Taux de dépendance aux deux principaux produits d'export	45%	10%
		Endettement public externe	Taux de dette externe % / PIB	20%	
		Soutenabilité de la politique monétaire	Réserves de change / mois d'importations + garantie autre (ex. zone Franc)	35%	

GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

INDEX DES INDICATEURS

Typologie du régime politique : L'index de the Economist Intelligence Unit permet de classer des typologies de régime, du plus ouvert ou démocratique au plus autoritaire.

Source : *EUI democracy index*

Tensions séparatistes et régionalistes : La base de données de ACLED, une donnée de source africaine permet de recenser toutes les actes de violences et de protestation politique dans chaque pays africain. Cet indicateur additionne les actes des groupes séparatistes et régionalistes.

Source : *ACLED*

Contrôle de la violence politique : Cet indicateur de source ACLED additionne les protestations violentes, les émeutes et pénalise lourdement chaque pays dans lesquels des incidents mortels ont lieu lors de ces événements.

Source : *ACLED*

Contestation politique et sociale : Cet indicateur de source ACLED additionne le nombre de protestations à caractère économiques et sociales et pénalise lourdement d'éventuels incidents mortels dans la gestion des manifestations pacifiques.

Source : *ACLED*

Renouvellement et alternance politique : Cet indicateur représente la longévité des régimes politiques et leur capacité à agréger de nouveaux soutiens partisans ou sociaux.

Source : *recherche et analyse, Institut Amadeus*

Contrôle civil des forces armées : Cet indicateur indique le niveau de contrôle de l'autorité politique sur les forces armées. Il reprend l'historique des coups d'Etat et les modes de gouvernance du secteur de la sécurité.

Source : *recherche et analyse, Institut Amadeus*

Menaces sécuritaires armées : Cet indicateur de source ACLED additionne les actions violentes et armées entreprises contre les civils ou les forces armées d'un pays.

Source : *ACLED*

Souveraineté sur la défense : Cet indicateur reprend les contraintes pesant sur la défense de chaque pays à travers la présence de forces armées étrangères, la fragmentation des forces de sécurité et les accords avec des puissances internationales ou régionales.

Source : *recherche et analyse, Institut Amadeus*

Risque de contagion des conflits : Cet indicateur analyse les risques pesant sur chaque pays par rapport aux pays voisins subissant des attaques de groupes armés organisés.

Source : *ACLED et recherche Amadeus*

Sécurité alimentaire : Cet indicateur composite reprend le niveau moyen de calories consommés dans chaque pays, les calories d'origine animal ainsi que la dépendance par rapport aux importations alimentaires.

Source : *FAO*

GROUPES, SOUS-GROUPES D'INDICATEURS ET PONDÉRATION

Taux de chômage et de sous emploi (pop. de + de 15ans) : Cet indicateur reprend les statistiques compilées par l'OIT sur le taux de chômage et de sous-emploi des plus de 15ans.

Source : *OIT*

Redistribution et subsides sociaux : Cet indicateur reprend les données des budgets sociaux de l'Etat par rapport au PIB

Source : *FMI*

Insertion des femmes sur le marché du travail : Cet indicateur reprend le taux d'activité des femmes indice sur les structures sociales.

Source : *OIT*

Chômage des jeunes : Cet indicateur reprend la part des jeunes au sein de la population au chômage permettant de situer les difficultés de l'insertion sociale dans cette catégorie.

Source : *OIT*

Inégalités : Le GINI analyse le rapport de richesse entre le décile le plus riche d'un pays et le décile le plus pauvre.

Source : *GINI index*

Stress hydrique : Cet indicateur reprend les données statistiques de consommation de la ressource disponible par rapport à son taux de renouvellement.

Source : *données de la Banque mondiale*

Vulnérabilité climatique : Cet indicateur a croisé deux sources de données, l'une de long terme, l'index DARA sur les effets des changements climatiques dans chaque pays à l'échéance de 2030, l'autre le global climate risk index qui reprend les coûts des sinistres climatiques en 2021.

Source : *DARA Monitor index et Climate risk index*

Couverture sanitaire et protection sociale : Indicateur composite des systèmes sanitaires de l'Institut Amadeus (voir indice composite sanitaire Amadeus)

Pression démographique : Cet indicateur correspond au taux de fécondité, qui permet de situer l'accroissement naturel de la population et le niveau de pression sur les services sociaux de l'enfance et de l'éducation.

Source : *Organisation Mondiale de la Santé*

Qualité de la gouvernance : Cet indice permet une approche multidimensionnelle de la gouvernance étatique avec une comparabilité internationale.

Source : *Mo Ibrahim index*

Soutenabilité de la politique budgétaire : Cet indicateur correspond à la charge des intérêts de la dette sur le niveau des exportations du pays. Cette statistique permet de situer sur le long terme le niveau de soutenabilité de la politique de l'Etat.

Source : *FMI*

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

Espace civique - participation démocratique : CIVICUS permet de mesurer l'état des libertés publiques et la vivacité du débat public dans chaque pays.
Source : CIVICUS

Surface économique de l'Etat : Cet indicateur correspond au poids du budget de l'Etat en % du PIB.
Source : FMI

Aide publique au développement : Cet indicateur correspond au niveau d'aide internationale au développement pour un pays en % de son PIB. L'aide internationale est un indice du soutien et de la crédibilité dont le pays bénéficie envers des bailleurs internationaux et multilatéraux. De plus APD permet d'engager et financer des réformes de structures pour l'Etat.
Source : OCDE

Diversification du profil des exports : Cet indicateur mesure le niveau de dépendance des exportations du pays aux deux principaux produits d'exportation.
Source : INTRACEN, agence OMC-ONU

Mouvements migratoires : Cet indicateur permet de mesure le nombre d'exilés au sein d'un pays et comprendre son niveau d'exposition aux crises dans les pays environnants.
Source : UNHCR

Maitrise de l'endettement public : Cet indicateur correspond au niveau de dette de l'Etat en % du PIB.
Source : FMI

Inflation moyenne : Cet indicateur reprend le taux d'inflation sur les trois dernières années.
Source : FMI

Couverture du risque de change : Cet indicateur correspond au nombre de mois d'importation couverts par les réserves de change du pays. Il permet de comprendre la pression immédiate qui peut se produire sur le niveau de la monnaie du pays et donc des risques de dévaluation.
Source : FMI



GBEHZOHNGAR MILTON FINDLEY
Ancien Ministre des Affaires Etrangères République du Libéria



LESEGO MAKGOTHI
Ancien Ministre des Affaires Etrangères République du Lesotho



FRANCIS KASAILA LAZALO
Ministre des Affaires Etrangères République du Malawi



OLORUNTOBA BANKOLE
CEO, Nigeria Climate Innovation Center République du Nigéria



THERESE AZENG
Professeur au département d'analyse d'économie politique à l'université de Yaoundé



TUMENTA KENNEDY
Founder and CEO African Business Information Bank



MOUBARACK LO
Président Emergence Institute

